

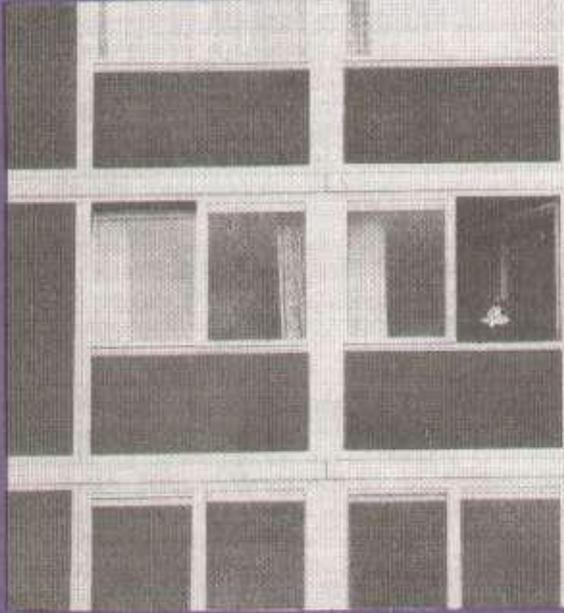
TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



MENSUEL - N°11 - Juillet-Août - 6,00 F

ISSN 0764-281 X



LOGEMENT

SANTE

TRAVAIL

**ça
nous
regarde**



ENTRETIEN AVEC
L'AMICALE DES ALGERIENS
EN EUROPE

TIERS MONDE : F. Partant,
G. Massiah et P. Bauby
en parlent ensemble



Merci à nos amis et lecteurs

Travailleurs sort son onzième numéro en ce début d'été et nous voilà conduits à faire un peu le point. Onze numéros, c'est encore peu pour dégager une forme et un ton, pour fixer le contour de toutes les rubriques, pour répondre à toutes les demandes de nos lecteurs et frayer un chemin pour d'autres lecteurs occasionnels ou réguliers. *Travailleurs*, nous l'avons voulu journal de parti, à la fois ouvert au débat et à l'expression d'idées et de pratiques différentes dans les rangs ouvriers et populaires et reflétant aussi nos propres points de vue et notre propre action. *Travailleurs*, nous l'avons voulu consacré au commentaire mais aussi à l'exposé des faits, des données et des chiffres. Véritable pari dans trente deux petites pages mensuelles!

L'avons-nous gagné? Pari jamais vraiment gagné, dirions-nous, tant les exigences politiques de la période nous somment de progresser, et vite. Des chiffres nous encouragent : les abonnements ont augmenté de 59% depuis juillet 82 (dernier numéro de *L'Humanité rouge*), de 11% depuis janvier 83, les ventes au numéro restant stables depuis quelques mois. Les lettres des lecteurs, auxquelles cette page 2 est consacrée, nous sont précieuses, soulignant les erreurs et insuffisances, exprimant des critiques et suggestions. Adopter plus de rigueur dans l'analyse et l'argumentation, couvrir un champ plus large de l'activité politique, sociale, culturelle, mieux dégager les points de vue originaux de notre parti, telles sont les remarques les plus fréquentes, qui dictent notre travail à venir.

Nos moyens, quant à eux, sont contraignants : l'augmentation du coût de production, les conditions spécifiques de notre travail modifieront quelque peu la formule en septembre : 36 pages, dont quatre pages de couverture cartonnée et en couleur, prix : 9,00 francs, prix de l'abonnement inchangé. *Travailleurs* ne paraîtra pas en août ; il sortira le 21 septembre, le 26 octobre et le 23 novembre, puis reprendra le rythme de sortie de début de mois en janvier 84.

A l'approche de ces vacances d'été, que nous souhaitons bonnes à tous, merci à nos lecteurs et amis de leur confiance et de leur concours. Merci aussi de leurs efforts pour faire connaître notre journal plus largement.

C.G.

SOMMAIRE

Editorial	3
Austérité : l'escalade	4
Droite : offensive tout azimut	5
Ça s'est passé	6
Le patronat planifie la misère	7
Dossier : Santé - Sécurité sociale	8-9-10-11
Dans la vie des travailleurs	12
SNECMA, à l'heure des nouveaux droits	13
Marseille :	
entretien avec l'Amicale des Algériens ..	14-15
« Voyage dans une organisation populaire »	
La CNL : interview de J.P. Giacomo ..	16-17-18
MRJC : décrocher le monde rural	19
Le monde en bref	20
Europe-USA : évolution d'un rapport de forces ..	21
Grèce : interview du MLKKE	22-23
Palestine : l'Université de Bir Zeit	23
Chine : la 6 ^e Assemblée populaire	24-25
Livres pour l'été	26
Parlons ensemble : du Tiers Monde	27-28-29-30
avec F. Partant, G. Massiah et P. Bauby	
Musique-Cinéma	31
Paix et désarmement	32

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Gilles Carpentier, Hervé Dastar, Claude Dhalluin, Camille Granot, François Larguier, Claude Liria, Claire Masson, Emile Plantier, Serge Senez, Alain Sentier, Robert Vallot.

Proletariat vient de paraître sur numéro double afin de réparer le préjudice occasionné par sa non-parution au premier trimestre 1983. *Proletariat* demande à ses abonnés, amis et lecteurs d'excuser cette absence de plusieurs mois. Dès septembre, l'adoption d'une formule plus légère - 24 pages - doit permettre une sortie trimestrielle régulière. Nous nous y emploierons.

Un numéro double à lire pendant les vacances! Le commander à Presse d'Aujourd'hui BP 90 75962 Paris Cedex 20 (prix : 24,00 F + port ou bien s'abonner : 4 numéros : 50,00 F.

PROLETARIAT

PROTECTIONNISME, IMPÉRIALISME ET SOCIALISME

LE NOUVEAU ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

LA POLITIQUE D'ALLIANCE EST UNE STRATÉGIE

Chiffres et textes des numéros 82

Deux ans ont passé et « l'état de grâce » s'en est déjà allé. Pis encore, les déceptions ont fait place au désarroi ou à la défiance. Le mouvement ouvrier et populaire, qui perd encore des hommes et des militants, est bourré d'incertitudes pour s'orienter. La gauche n'a-t-elle pas fait fausse route depuis mai 81? La question n'est pas seulement d'ordre économique : relance de la consommation ou politique de l'offre? Rigueur obligée ou pas? Protectionnisme ou non? Des années de « programme commun » durant, de 72 à 77, la gauche au pouvoir a été présentée - par ses dirigeants - comme l'issue, comme l'espoir, comme le moment où beaucoup serait possible, même si pas gagné en un jour. Aussi les doutes portent-ils aussi à gauche sur la perspective stratégique offerte par le PS et le PCF depuis deux ans.

Chacun le sent : « l'héritage » et la « crise », pour pesants qu'ils soient, n'expliquent pas tout. Les exhortations de François Mitterrand qui manie patience et longueur de temps, « effort » et « justice sociale » face à la crise, ne sauraient calmer la vague montante des inquiétudes populaires. Le discours des instances dirigeantes du PCF n'est guère plus rassurant : on ne saurait affirmer longtemps que le gouvernement va dans le « bon sens » tout en multipliant les critiques sur des mesures-clés adoptées, on ne saurait partager longtemps la responsabilité gouvernementale tout en plaidant pour une autre politique, sans que ce divorce quotidiennement vécu entre deux langages ne devienne incompréhensible ou insupportable à un grand nombre de travailleurs et de militants.

Le Parti socialiste dit qu'il y a un « problème de communication et d'explication de sa politique », le PCF qualifie le niveau de conscience général de « bas ». Et s'ils écoutaient un peu mieux, y compris dans leurs rangs? Ils en entendraient de sévères quant à la politique suivie : « attermolements, promesses non tenues », disent les plus indulgents ; « le gouvernement ne se "mouille" jamais ; il nous lanterne avec de bonnes paroles ; la concertation c'est bidon » s'écrient les autres. Impossible de mettre tout cela sur le compte de la maladresse! Hésitations et concessions face aux exigences du patronat, reculs et timidités quand la réaction lève le ton, relèvent d'une conception d'ensemble : on épouse les règles du jeu que l'adversaire de classe a pourtant truquées, on revendique « l'exercice » d'un pouvoir, dont on sait qu'il a été bâti de toutes pièces pour la pérennité du système d'exploitation, on recherche un consensus avec les forces qui n'ont de cesse que de vous éliminer, qui le clament et le prouvent! Sur la base du rapport de forces défavorable de mai 81, les règles économiques et politiques capitalistes ont - très vite - joué à plein CONTRE le changement promis : blocages institutionnels, remobilisation rapide de la droite et de ses atouts, de sa presse, de ses médias, fuite des capitaux et spéculation contre le franc. Comment s'opposer aux licenciements et à la « casse » de régions entières, si l'on prend pour règles la compétitivité et le profit capitalistes et impérialistes? Comment faire face à l'exportation de la crise américaine si l'on ne s'attaque pas au dollar et si l'on ne traite pas soi-même sur un pied d'égalité avec le Tiers Monde? Et si la voie suivie depuis mai 81 conduisait nécessairement aux impasses d'aujourd'hui?

Les chausse-trappes et les pièges tendus par les hommes du capital et de la droite, leurs cris de guerre, leur jonction recherchée et possible avec des forces sociales touchées dans leurs intérêts, sont une menace chaque jour grandissante, à laquelle nous faisons et ferons face, aux côtés de toutes les forces ouvrières et populaires. Cela donne à penser aussi : leurs appels à la guerre civile, alors que les réformes, nullement négligeables au demeurant, limitent à peine leur domination de classe, remettent sérieusement en cause la thèse d'avancée « respectueuse » vers le socialisme. Car eux ne respectent rien, hormis leurs profits et privilèges! Une autre stratégie s'impose. Celle retenue depuis mai 81 a déboussolé les forces ouvrières et populaires et renforcé les forces du capital. Celle qu'il faut engager, et vite, doit au contraire isoler les forces du capital, mettre à mal leurs instruments économiques et politiques d'exploitation et d'oppression et renforcer les forces ouvrières et populaires. Nous connaissons certains points d'ancrage de cette stratégie : la rupture avec un système d'exploitation des hommes et des peuples, la mise en place de nouveaux rapports économiques de solidarité avec le Tiers Monde, la résistance aux lois du marché impérialiste mondial, la mise en place d'une économie fondée sur les besoins et la mise en place d'un pouvoir populaire basé sur une politique d'alliances et une politique d'unité des travailleurs radicalement nouvelles. Le mouvement ouvrier et populaire, déstabilisé dans ses références, entre autres causes, par ces deux années de gauche au pouvoir, fourmille d'idées neuves et porte en lui l'exigence d'une autre politique. Il est temps d'explorer ensemble de nouvelles voies.

Camille GRANOT

Notre journal ne peut vivre

que de **PCML Flash** hebdomadaire **TRAVAILLEURS** mensuel

Je m'abonne pour :

6 mois : 80,00F 12 mois : 150,00F
soutien : 100,00F soutien : 200,00F

nom

Prénom

Rue

Ville

Code postal

Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. 1 an : 100 Frs. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.

L'ESCALADE

Les mesures gouvernementales annoncées fin mars relevaient d'une austérité renforcée pour les travailleurs. Les décisions qui viennent d'être prises — relèvement des cotisations chômage — ou qui sont en cours d'élaboration — financement de la protection sociale, budget 84 — traduisent un pas de plus dans cette logique infernale.

L'INSEE et le gouvernement ont rendu publics à la mi-juin les comptes de la nation pour 1982 et les prévisions pour 1983 et 1984. Les effets de la mise en œuvre de la politique d'austérité sont reconnus. Si la hausse des prix doit continuer à se ralentir et le déficit du commerce extérieur diminuer quelque peu, la croissance de l'économie française sera nulle cette année et sans doute en 1984 et le chômage augmentera de 200 000 chaque année. François Mitterrand a rappelé, le 28 juin, que la priorité restait la réduction de l'inflation et que l'augmentation du chômage devenait inévitable, rendant ainsi bien creuses ses promesses de maintenir son orientation de justice sociale. D'autant que de nouvelles mesures viennent d'être prises ou sont en préparation.

REMISES EN CAUSE DE LA PROTECTION SOCIALE

Pierre Bérégoz a présenté son Livre blanc sur la protection sociale qui montre l'impossibilité de maintenir le système en l'état du fait de la politique économique du gouvernement. Il propose donc à la fois de ralentir la progression des dépenses et d'augmenter les recettes. Différentes hypothèses sont envisagées : augmentation de la TVA, contribution proportionnelle sur le revenu imposable, comme le 1% récent, déplaçonnement des cotisations. Mais ces solutions ont en commun de frapper la grande masse des travailleurs. Le Livre blanc le reconnaît puisqu'il souligne que l'appel à l'impôt sur le revenu ne peut être qu'un appoint car, en raison de sa progressivité, son poids

repose sur un trop petit nombre de contribuables.

En novembre dernier, le gouvernement avait décidé, pour équilibrer l'assurance chômage en 1983, de réduire les prestations de 14 milliards de francs et d'augmenter les cotisations. Ces mesures, déjà draconiennes, sont à présent jugées insuffisantes et une nouvelle augmentation des cotisations a été décidée le 29 juin. Autant de remises en cause du système de protection sociale, selon la même logique que Reagan et Thatcher ont mise en œuvre ces dernières années.

BUDGET : UN PAS DE PLUS

Le Conseil des ministres du 22 juin a arrêté les principales orientations du budget 84. La plupart des ministères verront leurs dépenses augmenter moins que la hausse des prix. Le recrutement sera complètement arrêté, une diminution de 15 000 du nombre de fonctionnaires étant même envisagée. La hausse des salaires sera limitée à 5%, ce qui servira de référence également pour les entreprises nationalisées et de recommandation pour le secteur privé. Côté recettes, le gouvernement veut maintenir les impôts « exceptionnels » de cette année et envisage même de porter de 1 à 2% du revenu le prélèvement obligatoire, en le retenant à la source, c'est-à-dire par anticipation. Par contre, une extension des exonérations de l'impôt sur les grandes fortunes est à l'étude.

On croirait, là aussi, entendre Reagan ou Thatcher dans les justifications de ces mesures : « Il faut mettre fin à la prolifération administrative. » (François Mitterrand). « Il faut que l'Etat soit rentable, au même titre qu'une entreprise. » (Jacques Delors).

IL EXISTE UNE POLITIQUE DE RECHANGE

François Mitterrand a répété, les 8 et 28 juin, qu'il n'y avait pas de politique de rechange à gauche. Pourtant, les comptes de la nation pour l'année 82 montrent qu'il y a d'autres solutions que l'austérité, que la stagnation éco-

AUSTERITE



nomique. Les revenus de la propriété et de l'entreprise ont atteint 1 141 milliards de francs, en augmentation de 13,2% par rapport à 1981, nettement plus que la hausse des prix. L'excédent brut d'exploitation — bon indicateur de profits — a atteint 360,6 milliards de francs pour les seules entreprises privées, 12,7% de plus qu'en 1981. Contrairement à ce qu'affirme le CNPF, la part des salaires et charges sociales dans la valeur ajoutée a légèrement diminué et les impôts des entreprises sont restés stables. Autant d'éléments qui montrent que de l'argent il y en a et, en particulier, que les investissements pourraient être nettement supérieurs.

C'est de ce côté-là, du côté des gigantesques profits du grand capital, des revenus de la spéculation et de l'exportation des capitaux, des grandes fortunes, des centaines de milliards cachés en Suisse ou ailleurs qu'il faut frapper pour financer les prestations sociales, l'assurance chômage, les investissements nécessaires pour créer des emplois et répondre aux besoins sociaux des travailleurs. François Mitterrand a demandé à ceux qui, à gauche, critiquent la politique économique menée par le gouvernement, de ne pas prendre le risque de compromettre l'élan national. Mais c'est la politique d'austérité et son renforcement qui compromettent chaque jour davantage l'espoir qu'avaient placé les travailleurs dans la défaite de Giscard et de la droite il y a deux ans.

Pierre BAUBY

Offensive tout azimut



Il n'y a pas si longtemps, à Valence, le Parti socialiste expliquait que le pouvoir politique étant pris, il ne restait plus qu'à entamer et maîtriser le pouvoir économique de la bourgeoisie. Des multitudes de faits ont, effectivement, montré depuis lors que le pouvoir économique n'était pas de gauche! Mais au plan politique? Beaucoup nourrissent bien des espérances... et sont restés pantois devant le peu de changement en profondeur opéré, quand on siège à l'Élysée, à Matignon et qu'on a une confortable majorité au Palais Bourbon. Les partis de gauche au gouvernement, nous n'en avons pas (ou plus) l'habitude! Les partis de droite dans l'opposition, nous ne connaissons pas non plus... Aussi, peut-on s'étonner aujourd'hui de leur capacité d'adaptation et de leur combativité alors qu'on s'est trop longtemps rassuré à les présenter battus, sans projet, divisés et sans chefs. En langage militaire, on appellerait cela une offensive!

Confinée au terrain économique dans les premiers mois, cette offensive est aujourd'hui tout azimut et tout terrain. Dissociant pouvoir économique et pouvoir politique, les partis de gauche gouvernementaux ont permis cette résurgence et commis une lourde faute, sans nul doute inscrite dans les conditions mêmes de leur accession au gouvernement du pays. Les « appels » à la tolérance et à l'alternance démocratique manifestent une sous-estimation inquiétante des actes et des projets de la droite. A preuves...

● La droite s'est toujours proclamée respectueuse des lois, de la constitution, de la démocratie. Que n'entend-on pas aujourd'hui? L'éditorialiste anonyme du journal patronal *Les Echos* pour justifier l'offensive sur l'illégitimité du gouvernement actuel, se permet des audaces subversives : « Mais, il y a aussi une loi non écrite (du système représentatif) — dit-il — et qui vaut pour tous les pouvoirs politiques : ils ne sont légitimes que s'ils s'exercent avec le consentement profond de ceux qui leur sont soumis. » Et comme surpris

de tant d'effronterie, il lance « on peut s'amuser de ce chassé-croisé idéologique ». S'amuser? Certainement pas. S'offusquer, non plus. Car nous savons — ou devrions savoir? — que les intérêts et la haine de la classe dominante ne s'embarrassent jamais de ses lois et ne respectent pas ses propres interdits. Plus que d'appels à la tolérance de la droite, les forces ouvrières et populaires ont besoin de consolider leurs rangs et leurs forces pour faire front à l'offensive.

● La droite s'est toujours présentée comme émanation de la nation tout entière, les partis de gauche étant à ses dires représentatifs d'intérêts limités et égoïstes. Les Gaudin, Pons et Chirac parlent haut et vif de l'insertion de la lutte des classes dans la vie politique française sous la houlette du gouvernement « socialo-communiste ». On aurait pu attendre de leur part un discours pacifiant. Non point! Écoutez-les, sous les plumes de Griotteray, Taittinger et Rougeot — président de l'UNI — dans une « étude » sur la fraude électorale :

« C'est pourquoi lorsqu'on se trouve dans un bureau de vote avec un président, un délégué ou un assesseur communiste, il faut mettre de côté tout ce qui tient aux rapports privés. Toute tentative de fraternisation doit être bannie car la fraternisation dans un tel cas, c'est comme la fraternisation sur le front pendant la guerre : un acte de trahison. »

Ils ne précisent pas qu'ils fusilleront! Des mots aux actes...

● On a présenté la droite sans projet, sans « grand dessein ». Elle aussi l'a dit, après le 10 mai. Elle s'est vite reprise et multiplie plans, projets et soubassements idéologiques. Au comité directeur du PS du 23 mars dernier, Jean Poperen reconnaît cette « nouveauté » :

« Une partie notable de l'électorat bascule non plus dans la "réserve", l'abstention, mais vers la "droite de combat", celle qui, au RPR bien sûr, mais aussi au PR avec les jeunes "durs" »

(Léotard, Millon, Daubert, Madelin), entend mettre en œuvre la politique théorisée par le Club de l'Horloge... »

Quel est le fondement de la politique de revanche de la droite? Ici, sous la plume de J.J. Walter, dans une revue de la « Nouvelle droite » :

« Dès octobre 1981, Mitterrand menaçait, en cas d'échec de sa politique, d'être contraint de radicaliser ses méthodes. Cette présentation inventée par Hitler (sic), a été largement utilisée par Staline et ses successeurs (resic). Elle prétend justifier la violence exercée par le pouvoir socialiste en rejetant la faute sur la résistance des citoyens. C'est la théorie de « la lutte des classes acharnée après la prise de pouvoir par le socialisme », dont les Soviétiques font un si grand usage. L'échec prévu par Mitterrand est arrivé. La résistance des citoyens s'étend dans tout le pays, et le socialisme radicalise ses attaques contre les libertés, dans les domaines de la médecine, de l'enseignement, du droit de sortir de France, contre le fonctionnement de l'économie, contre l'information, contre le suffrage universel. L'état de la société française ne lui permet pas d'aller aussi vite aussi loin que ses partenaires communistes là où ceux-ci ont le champ libre, mais il a ouvertement choisi la même direction. »

« Entre le socialisme de fraude et de corrosion des libertés qui cancérisse la France aujourd'hui, et le socialisme totalitaire des Soviétiques, il y a autant de ressemblance qu'entre un jeune serpent et un serpent adulte : tous deux sont porteurs des mêmes chromosomes. »

Sauront-ils entendre le discours de la tolérance ces gens-là? On les touche à peine et ils hurlent. On s'efforce de réduire — ô combien peu — les inégalités et les voilà qui crient au totalitarisme, alors qu'ils pratiquent la réaction la plus brutale dans les mairies qu'ils viennent de gagner! Eux de retour au gouvernement, et dans les dispositions économiques, politiques et idéologiques qui sont leurs, inspirées du réaganisme et du libéralisme sauvage, ce serait la pire des réactions.

Alain SENTIER

**AUX URNES
CITOYENS !**

Fort de son succès aux dernières municipales, la droite renforce son offensive contre le pouvoir de gauche. Après le cheval de bataille de la sécurité, qu'elle continue néanmoins à éperonner de plus belle, elle sort la grosse artillerie anti-fraudes électorales, relayée en cela par une justice administrative « garante de la démocratie ».

A ce jour, 21 municipalités ont été invalidées... Deux seulement à majorité de droite; douze PCF... comme par hasard. Double objectif, profiter de la vague de mécontentement actuelle pour gagner de nouvelles villes et porter des coups à la majorité... et puis, visiblement, jeter le discrédit sur le PCF, jusqu'à demander l'emprisonnement de deux de ses représentants. Les voix qu'on n'a pas eues par les urnes, on les ramasse dans les prétoires... Mais après un tel nettoyage, Marianne aura les pieds propres et nos urnes seront bien tenues, n'en doutons pas.

En criant au scandale, à la triche... le moins qu'on puisse dire, c'est que la droite ne manque pas d'air. A Paris, elle utilise les fonds publics pour faire sa pub, elle détourne le fichier HLM pour envoyer des lettres aux électeurs. Dans de nombreuses villes, des « irrégularités » (un euphémisme!) sont à mettre à son actif. Citons Dreux, Nice, Aix-en-Provence, entre autres. Et les S.O. musclés constitués de truands, fascistes et autres SAC. Et les caisses noires, l'argent détourné, les passe-droits...

Bien sûr, la fraude électorale - d'où qu'elle vienne - qui fleurit à chaque consultation est condamnable. Il n'y a que les politiciers qui en font une règle. Mais c'est un peu facile de lever publiquement le linge sale des autres quand on trempe jusqu'aux aisselles, et davantage,

dans le purin de la magouille...
Pauvre suffrage universel!

**CET HOMME
EST DANGEREUX**



Robert Hersant, nullement rassasié par les nombreux journaux déjà absorbés, vient d'en inaugurer cinq nouveaux d'un coup en absorbant le groupe du *Dauphiné Libéré*.

La pieuvre Hersant, par l'entremise d'hommes de paille, totalise désormais 19 quotidiens. Une concentration de « moyens d'information » jamais vue dans la presse française.

Un empire au service de la droite et de ses campagnes diverses. Une arme de choc, qu'elle ne se gêne pas d'utiliser pour reconquérir le terrain perdu. Pendant ce temps-là, la presse d'opinion, celle qui défend les intérêts du peuple, crève ou vivote...

Dans les milieux gouvernementaux, l'assaut se préparerait contre l'empire Hersant.

D'après des personnes autorisées, comme on dit, les pièces seraient en place, mais « le feu ne serait pas encore allumé au bout »... Au vu de la détermination, proverbiale, qu'affiche notre gouvernement contre les entreprises diverses de la droite, on peut craindre, malheureusement, que la mèche fasse long feu ou qu'elle ne soit bien trop lente pour une action efficace.

A force de ménager la monture constitutionnelle... on perd la course.

**LE NOEUD
DE VIPERES**

Un fait divers « banal », rue Trudaine : deux policiers, dans l'exercice de leur fonction, abattus par des truands... Et la hargne, la haine se déchaînent... alimentées et attisées par les Le Pen, Labbé, Chirac et autres « Monsieur Propre » aux mains sales. Le « malaise » qui couvait, selon certains, depuis des mois chez les défenseurs de la paix et de l'ordre, éclate au grand jour.

Qui retrouve-t-on en première ligne, devant le ministère de la Justice, scandant des slogans hostiles à Badinter ou à Defferre, le bras tendu en un salut rappelant une noire époque? La tendance la plus dure des flics de France, la FPIP qui, à l'instar de ses petits copains du SNPMI, côté patronat, a connu une poussée inquiétante aux dernières élections syndicales.

Parmi eux, Le Pen, sa haine xénophobe en bannière, lui aussi fort de son dernier score électoral. Les chiens sont lâchés dans la rue, excités, à distance

respectable, par leurs maîtres UDF et RPR.

Le gouvernement de gauche découvre la vipère qu'il réchauffe en son sein... Disons plus, il a essayé, depuis le 10 mai, de l'appivoiser... Et le serpent mord... C'est dur l'alternance...

Des sanctions s'imposent contre ces menées factieuses... Sûr! Deux « syndicalistes » ont été révoqués, un préfet démissionné, des blâmes distribués. L'affaire est-elle close? L'appareil d'Etat est toujours là... Une petite tape ne suffira pas à détruire ce noeud de vipères!

EN CONCLUSION

Après tout ça, et bien davantage, quand Barre déclare à Bourg-z'en-Bresse que « certaines évolutions qui se dessinent pourraient porter atteinte à l'exercice de nos libertés », on ne peut qu'être d'accord avec lui... sauf que, bien évidemment, on ne parle pas des mêmes libertés... Question de point de vue...

Claude DHALLUIN

RATONNADES EN SERIE

Meudon-la-Forêt, nuit du 27 au 28 juin, Kernal, 17 ans, est sauvagement agressé par des individus à la sortie de la mosquée. Armés de sabres et d'autres instruments tranchants et contondants... Ils voulaient se « payer un Arabe ». Motif : un Maghrébin aurait « importuné » la petite amie de l'un deux quelques jours plus tôt. Le syndrome du « Touche pas à la femme blanche ». A Bourganeuf, trois hommes ont été inculpés. Ils tiraient à la carabine contre les immeubles d'une cité de travailleurs turcs, parmi eux un gendarme. A Livry-Gargan, Moussa Mezzagh est abattu par un vigile... à quelques pas de policiers appelés sur les lieux. Aux Minguettes à Vénissieux, Doumi Djaïdga, président de *SOS avenir Minguettes*, est grièvement blessé par un flic alors qu'il tentait de délivrer un jeune homme aux prises avec un chien lâché par les policiers. A St-Briauc, des cafetiers se serraient les coudes autour d'un des leurs, inculpé pour avoir tiré une balle en caoutchouc sur un Tunisien. Sous prétexte d'information, la presse de droite fait un énorme battage raciste autour de l'affrontement tragique entre deux bandes « rivales » dans le XX^e arrondissement de Paris. Et Marseille... La liste des agressions et autres actes racistes est longue pour ce mois de juin. Ici et là, on trouve toujours de « bonnes » raisons à la haine : le boulot, le comportement culturel différent, les tapages nocturnes, la délinquance, la peur, l'insécurité... L'insécurité, ça serait plutôt aux immigrés de s'en plaindre! De Le Pen à Chirac en passant par Labbé et autres Toubon (tiens! toujours les mêmes), on sème le venin, on crée la psychose... Un moyen comme un autre de se rallier tous les Dupont-Lajoie en puissance : jeter l'huile de la division et de la haine sur le feu pour régner...



**6 millions de bas salaires en 82
PLANIFIE LA MISERE**

L'INSEE vient de publier son analyse des salaires en 1982. Ce sont les premiers chiffres éloquentes sur le niveau de vie des Français depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, puisque ceux de la première année pleine de gestion. Ils témoignent d'une année difficile, de cinq mois de blocage et d'une réduction d'horaire à 39h. qui n'a pas été compensée dans la plupart des cas. Des chiffres dont on a peu parlé, et pour cause : la justice sociale, celle des revenus, est encore loin devant nous...

Chaque année, l'INSEE établit une sorte de carte des salaires à partir de la déclaration annuelle des revenus remplie par les employeurs. Cette carte est un peu déformée du fait que les chiffres sont donnés en moyenne annuelle, alors que les salaires évoluent au cours de l'année. Les moyennes gommant toutes les aspérités. Et ce sont ces aspérités, justement, qui font toute la différence! Par exemple, la période du 11 juin au 31 octobre 1982, où les salaires ont été bloqués.

Autre défaut, le pouvoir d'achat est calculé par le rapport entre le salaire et les prix, et nous avons souvent critiqué ici les insuffisances de l'indice INSEE peu représentatif de l'évolution réelle des produits de consommation courante. Pour 82, avec ces chiffres sous-estimés (sauf pour le SMIC qui a augmenté de 4% son pouvoir d'achat), les salaires ouvriers ont perdu au moins 0,4%. C'est peu sur le papier, mais c'est important même si c'est loin de ce que les travailleurs ont vécu, car il est peu fréquent que l'enquête INSEE fasse apparaître une baisse.

**SALAIRE MOYEN,
SALAIRE MÉDIAN**

Peu fiable sur la progression du pouvoir d'achat, l'enquête INSEE est beaucoup plus intéressante en ce qui concerne le niveau des salaires.

En 1982, le SMIC était de 3 223 Frs, tandis que le salaire moyen se situait à 5 880 Frs mensuels, à un niveau relativement bas. Mais dans la même période, 50% des salariés (du privé et semi-public) gagnaient moins de 4 830 Frs, ce qui devient donc le salaire médian. Voilà bien un constat chiffré de l'importance des bas salaires, en nombre de salariés, dans notre pays. Constat

aussi de l'échelle des hauts salaires puisque, avec 50% des salariés, ils font monter la moyenne des salaires, 1 080 Frs au-dessus du salaire médian.

Dans une société qui tendrait à diminuer les inégalités au sein des salariés (ne parlons pas de « libéraux »!), l'évolution normale serait que le salaire médian se rapproche de plus en plus du salaire moyen, et même soit plus élevé que lui, signe d'un plus grand tassement de la hiérarchie des salaires dans le haut de l'échelle et pas dans le bas. Or, si on compare les chiffres de 82 aux derniers comparables donnés par l'INSEE, ceux de 80, la tendance est inverse : en 1980, le SMIC était à 2 100 Frs, le salaire moyen à 4 000 Frs et le salaire médian à 3 330 Frs.

**SIX MILLIONS
DE BAS SALAIRES**

Si la comparaison montre l'importante hausse du SMIC par rapport au salaire moyen, souvenir de la hausse de juin 81, elle montre aussi que le SMIC n'est pas le seul critère de justice sociale comme tend à le faire croire le gouvernement actuel. Même si le SMIC a augmenté et si son pouvoir d'achat est plus protégé, il y a de plus en plus de travailleurs qui ont des bas salaires, des salaires au-dessous de la moyenne. La non compensation ou la compensation partielle de la réduction d'horaire à 39h. est importante dans cette évolution. Elle a entraîné une baisse sensible du revenu des travailleurs juste au-dessus des smicards.

Il est absolument impensable de maintenir une telle carte des salaires si on prétend défendre la justice sociale. En réalité, il y a donc à peu près 6 millions de salariés qui s'échelonnent à des salaires, presque, de misère, entre

3 223 Frs et 4 830 Frs, soit avec à peine 1 600 Frs d'écart. Combien sont-ils pour arriver à la moyenne, à 5 880 Frs? 15% répond l'INSEE, à peu près 1,8 million. Donc, en 1982, presque 8 millions de salariés sur 12 vivaient avec moins de 6 000 Frs par mois de salaire. Pas de quoi pavoiser!

**LE PATRONAT
EN ACCUSATION**

Devant ces chiffres, on comprend le scandale qu'il y a à fixer une quelconque barre à 4 500 Frs quand il s'agit de demander des prélèvements, ou emprunts exceptionnels et obligatoires... Le poids en est tout de suite insupportable.

En fait, à travers cette carte des salaires, c'est toute la politique patronale des salaires qui est mise en accusation. Une politique de pression sur les salaires, en rejetant sur le gouvernement la responsabilité d'augmenter les diverses allocations (familiales, logement, etc.) pour permettre aux travailleurs de vivre décemment.

Si on se souvient qu'il y a dans notre pays au moins 2 millions de chômeurs dont la majorité sont peu ou pas indemnisés, et qu'ils sont exclus de ces chiffres... on constate que les faits sont bien loin du débat actuel entre rigueur ou austerité... Ce dont on devrait discuter aujourd'hui, c'est comment transformer le système des salaires pour que chacun puisse vivre de son travail.

Claire MASSON



Le nombre de multimillionnaires par département

Les élections à la Sécurité sociale qui vont avoir lieu en octobre 1983 se feront sur des bases nouvelles. En effet, une partie des ordonnances de 1967 a été abrogée. Les caisses vont être administrées par 25 administrateurs : quinze représentants des salariés, élus parmi les candidats présentés par les cinq centrales représentatives, six représentants élus par le CNPF, deux par la Mutualité, deux par le ministère; il y aura des représentants des professions de santé et du personnel de la Sécurité sociale avec voie délibérative. S'il est positif d'avoir mis fin au paritarisme (CNPF-salariés), on peut s'interroger sur le bien-fondé d'une quelconque représentation patronale. Les cotisations sociales n'étant qu'un salaire différé, les patrons n'ont pas à gérer un argent qui n'appartient qu'aux travailleurs.

Saisir les enjeux de ces élections nécessite d'appréhender les problèmes de santé dans leur ampleur. Voilà pourquoi nous avons consacré quelques pages à recenser les problèmes soulevés et à apporter quelques propositions pour les résoudre.

Emile PLANTIER

UN SYSTEME DE SANTE INEGALITAIRE !

Qu'est-ce que la Sécurité sociale en 1983? Elle représente 80% de la protection sociale; les 20% restant sont les régimes complémentaires de retraite, le paiement des allocations de chômage, les aides des institutions d'assistance, l'assurance privée. Son budget est de 800 milliards de francs dont 500 milliards du régime général des travailleurs salariés. La Sécurité sociale est un vendeur de prestations médicales (assurance-maladie), une caisse de retraite (assurance-vieillesse) et une aide aux familles (allocations familiales). Mais l'objectif déclaré en 1945 n'était pas que la Sécurité sociale soit une simple assurance destinée à fournir des services au meilleur prix. Elle devait permettre une redistribution des revenus par la réalisation d'une double solidarité, entre actifs et bien portants d'un côté et personnes âgées et malades de l'autre, entre catégories à revenus élevés et catégories défavorisées.

Qu'en est-il en réalité?

Sommes-nous égaux devant la maladie?

Parmi les 4 milliards d'habitants du globe, les Français se portent plutôt bien. Leur espérance de vie est de 69,9 années pour les hommes, de 78 années pour les femmes (7^e rang des pays industrialisés). Précision nécessaire : à 35 ans, un cadre supérieur a une espérance de vie de 40 années, un ouvrier de 33 années!

Une densité médicale harmonieuse n'entraînerait pas automatiquement une meilleure santé, il est vrai, mais que de contrastes significatifs! La Basse-Normandie, les Pays de Loire, la Champagne et les Ardennes ont moins de 145 médecins pour 100 000 habitants alors que la moyenne nationale est de 194! Le record national de pénurie en généralistes appartient à une

L'avance des frais et le ticket modérateur — part non remboursée par la Sécurité sociale — pèsent plus lourd pour les petits salaires. Le tableau ci-dessous montre que l'accès aux soins est inégalitaire.

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	Indice de dépense de la catégorie par rapport à l'ensemble		
	1960	1970	1978-79
Ensemble	100	100	100
agriculteurs exploitants	57,3	79,3	83,8
salariés agricoles	45,2	63,4	62
patrons industrie et commerce	90	93,1	68
professions libérales	124,5	120,2	
cadres supérieurs			116,5
cadres moyens	131,1	109,5	108,9
employés	125	106,1	98
ouvriers	97,1	77,6	80,3
inactifs dont retraités	138,7	146,6	156
retraités (sauf anciens agriculteurs)			

ville ouvrière : Vénissieux, dans la banlieue de Lyon. Dans la banlieue parisienne, une commune comme Le Chesnay-Parly avec 15% d'ouvriers dispose de 8 médecins pour 10 000 habitants quand Bobigny — 47% d'ouvriers — n'en dispose que de 5 pour 10 000.

Sommes-nous égaux devant les cotisations?

Le taux de cotisations est nettement moins élevé pour la fraction du salaire supérieur au plafond (7 080 Frs par mois) que pour la partie inférieure. Plus le salaire est élevé plus faible est le taux réel de cotisations. Le mode de calcul des cotisations varie largement d'un régime à l'autre : le salarié du privé cotise sur l'intégralité du salaire; le

salarié du public ne cotise pas sur les primes (10% de la masse salariale globale dont bénéficient surtout les hauts salaires); les cotisations des travailleurs indépendants sont calculées à partir des revenus fiscaux — en moyenne 50% des revenus réels, avec des variations importantes d'une profession à l'autre; celles des exploitants agricoles sont calculées à partir des revenus cadastraux, qui n'ont qu'un rapport indirect avec les revenus réels.

Dans une étude récente, le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) a imaginé les conséquences d'une éventuelle application du principe : « à droits égaux, cotisations égales ». Pour l'année 80, les salariés du régime général et du régime agricole auraient vu leurs cotisations baisser de 11,3%; les exploitants agricoles, les employés de la SNCF, les fonctionnaires

et assimilés auraient vu leurs cotisations légèrement rehaussées; enfin, les industriels, les artisans et les commerçants plus éloignés que les autres de l'application du principe égalitaire, auraient dû plus que doubler leur effort moyen de cotisations!

Sommes-nous égaux devant les prestations familiales?

Outre les prestations familiales versées par les CAF (Caisses d'allocations

familiales), il faut tenir compte du « quotient familial » qui entraîne déduction fiscale. Celui-ci ne profite guère aux familles défavorisées car il disparaît en cas de revenus faibles non imposés; par contre il bénéficie aux familles à revenus élevés. Droit social de janvier 81 indique à ce propos : « En 1977, les familles ayant déclaré en 76 un revenu imposable supérieur à 8 000 francs par mois ont bénéficié de 40% des déductions fiscales pour charges familiales, alors qu'elles représentent 10% des familles. » Le plafonnement institué depuis ne corrige pas complètement cette inégalité.

Sommes-nous égaux devant l'allocation-retraite?

En raison du taux de mortalité plus élevé chez les ouvriers, donc des morts plus précoces, pour 10 000 francs cotisés, un cadre supérieur percevra en moyenne 14 000 francs lors de sa retraite, un employé 11 900 francs, un O.S. 8 500 francs et un manœuvre 6 600 francs.

Lutter contre les causes véritables des maladies

En France les dépenses dites de « santé » sont en fait pour l'essentiel des dépenses de « maladies ». La part faite à la prévention est dérisoire. Or, lutter contre le développement des maladies n'implique pas le choix d'une seule et unique voie : celle, aujourd'hui retenue, d'une technique plus élaborée et de thérapeutiques plus compliquées. De fait, la diminution du nombre de malades nécessite aussi une lutte efficace contre tous les facteurs pathogènes de la société : accidents de la route, du travail, alcoolisme, tabac, répression sexuelle, ennui, pollution, mauvaise hygiène alimentaire, déracinement, cadences, chômage, transports, sédentarisme, etc.

Le « modèle de santé » souvent présenté aux médecins (et au public) est concentré dans certains services hospitaliers hyperspécialisés, où l'intérêt porte avant tout sur la découverte d'une vésicule x ou d'un virus « machin ». Pour y faire de « brillants » diagnostics, on n'hésitera pas, parfois, à utiliser des techniques fort coûteuses et même

traumatisantes sans suite thérapeutique immédiate. Ainsi, la possession d'une nouvelle technique — le scanner par exemple — n'est pas toujours seulement demandée pour des besoins strictement sanitaires; il y a aussi des raisons de prestige, des raisons... électorales, des pressions d'usagers fascinés par cet aspect de la médecine monté en épingle par les médias. Or, contrairement aux autres secteurs, les nouvelles techniques accroissent les coûts, d'autant que parfois la nécessité de rentabiliser au maximum provoque des « demandes » abusives! Il arrive de trouver dans les hôpitaux français des stocks de matériel inemployé.

Il faudrait rompre avec cette omnipotence d'une médecine dite de pointe et hautement technicisée et opérer une réorientation du système de santé. Dans les dépenses de santé aujourd'hui, la part hospitalière représente 50,1% et la prévention... 3% seulement. Un rééquilibrage s'impose. Une telle réorientation ne peut s'opérer en 24 heures. Une véritable prévention implique sa

prise en charge par la population elle-même. On pourrait poser des jalons, dont l'un, décisif, serait la formation des médecins. Or, la réforme des études médicales, inspirée en grande partie des projets de l'ancienne majorité, ne va pas dans le « bon sens » : l'examen final risque de renforcer un bachotage inutile, les médecins généralistes seront toujours exclus des filières dites nobles et valorisantes; ce seront toujours les médecins « hospitaliers-universitaires » qui enseigneront seuls alors que 90% de leurs étudiants, devenus médecins, sont alors confrontés à une pratique radicalement différente.

Des initiatives gouvernementales ont été intéressantes — observatoires de santé, colloque contre le cancer (voir *Travailleurs n°8*). Le premier projet de réforme hospitalière avait du positif (cf. plus loin). Mais de bonne paroles, quelques réalisations positives et beaucoup d'atermolements ne sauraient renverser une sacrée vapeur! Un projet de réformes positives, avec calendrier précis, aurait exigé une discussion, non pas avec les seuls syndicats corporatistes médicaux, mais avec l'ensemble de la profession médicale, avec les salariés et leurs syndicats, mutuelles, associations de consommateurs, etc.

Quelle réforme du financement ?

En France, quand on parle santé, on dit « déficit de la Sécurité sociale »! Quelques chiffres : les dépenses de santé sont celles qui ont le plus progressé dans la consommation des ménages. Le coût des soins remboursés ou non a été évalué à 5 400 frs par personne et par an. Ceci représente 12% de la consommation des ménages en 1982 (9,5% en 1970) et 7,8% du produit intérieur brut (5,7% en 1970).

Elles croissent plus vite (17%, 7,5% en francs constants) que le PIB. Devant la « marée montante » des coûts s'expriment inquiétudes et interrogations : « Les Français se soignent-ils au-dessus de leurs moyens? »

La droite mobilise en bloc pour ses solutions : Sécurité sociale couvrant un minimum de risques, complétée par des assurances privées volontaires contractées par ceux qui en auraient les

moyens. Face à cette sérieuse menace pesant sur le droit à la santé pour tous, certaines analyses sont propagées qui ne sont guère de nature à impulser la riposte nécessaire.

Certains disent qu'on assiste à la progression mécanique d'un Etat-providence, celui-ci étant en crise car il se substitue au face à face des individus et des groupes. Les rapports sociaux étant ainsi brouillés, se développent corporatisme et crise de solidarité. De là, on en arrive à proposer que patrons et travailleurs, médecins et malades se concertent et mettent chacun un peu de leur pour combler le trou budgétai-

re. Ce qui épargnerait ceux dont les profits, gaspillages et privilèges sont l'obstacle au droit à la santé pour tous les travailleurs : le CNPF, les trusts pharmaceutiques, les grands mandarins hospitaliers tenants de l'idéologie médicale traditionnelle, les quelques champions privilégiés d'une médecine libérale rétrograde, les assurances privées.

D'autres estiment que la Sécurité sociale est un outil décisif pour créer les conditions d'une nouvelle efficacité économique et pour sortir de la crise. La Sécurité sociale, mise en place à deux périodes de crise (la crise de 29, après-guerre) a alors versé des revenus aux malades, invalides, chômeurs, ce qui a relancé la consommation et facilité le redémarrage de l'économie. Aujourd'hui, où une conception monétariste supplante les théories de Keynes dans les grands pays capitalistes, la Sécurité sociale est perçue essentiellement comme un frein à l'investissement d'où les attaques contre elle.

Quel est le point de vue gouvernemental? Pierre Bérégovoy vient de présenter un « Livre blanc sur la protection sociale ». Il y propose à la fois de

ralentir la progression des dépenses et d'augmenter les recettes. Différentes hypothèses sont envisagées : augmentation de la TVA, contribution proportionnelle sur le revenu imposable, com-

MI-1981 :	
COUT SALARIAL HORAIRE (Salaires + charges)	
France	100
Suède	149
USA	139
Belgique	135
RFA	131
Pays-Bas	122
Italie	106
Japon	91
Grande-Bretagne	88
Espagne	73

Source Dresner Bank

me le 1% récent, déplaçonnent des cotisations. Mais ces solutions ont en commun de frapper la masse des travailleurs; elles s'inscrivent dans la même logique d'attaque du système de protection sociale d'un Reagan ou d'une Thatcher.

Avec le prélèvement de 1% sur les revenus imposables, le gouvernement semble s'engager vers la fiscalisation. Question complexe, notamment en raison du système fiscal tel qu'il est. Il ne faudrait pas non plus que ce soit l'occasion pour le patronat de se dégager purement et simplement du financement. Le tableau ci-contre règle son compte à la fameuse thèse patronale selon laquelle les entreprises françaises croulent sous les charges qui nuisent à leur compétitivité.

En effet l'importance relative des cotisations d'employeurs a pour contrepartie des salaires nets bien plus faibles. Certes, ces cotisations pourraient dépendre des profits réalisés (et non des seuls salaires). Certes, il faudrait ne plus tolérer leur non-paiement : 20 milliards de francs dus par le patronat à la S.S.!

Nous reviendrons sur cette question du financement et sur les différentes formules possibles, un double principe restant à nos yeux fondamental : la suppression des injustices, décrites dans l'article précédent, en matière de cotisations et de prestations et le refus de diminuer le niveau actuel des prestations.

considéré comme représentatif. Les conséquences de cet immobilisme sont graves pour la population : 21,4% des médecins exercent en « secteur II » ou pratiquent le « dépassement permanent » : ces médecins pratiquent des honoraires libres et les usagers ne sont remboursés que sur la base des tarifs conventionnels. Le système, créé par Barrot, FO et la FMF (syndicat médical hyper-réactionnaire), d'une médecine pour riches et d'une médecine pour pauvres, n'a fait que prospérer depuis mai 81.

RÉFORME DE LA CONCEPTION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'HOPITAL

Le premier projet de réforme hospitalière avait des aspects positifs. Il prévoyait la prise en charge globale du malade favorisée par le libre choix du médecin par le malade; le médecin choisi devait avoir la responsabilité médicale du malade, du diagnostic à la guérison, quels que soient les services traversés et les interventions d'autres médecins; il y aurait un dossier unique (à l'heure actuelle, il y a autant de dossiers que de services traversés...); enfin, des « départements » regrouperaient plusieurs unités de diagnostic (radios, laboratoires), de traitement (médecine, chirurgie) autour d'une même discipline (ex : la fonction digestive).

Lors de leur grève, les internes et chefs de clinique ont exprimé la revendication de statut unique du médecin hospitalier. Il permettrait à ces médecins au statut précaire d'échapper à l'arbitraire du chef de service et d'éviter de se lancer dans la course à la publication de cas « intéressants » dans la

presse médicale pour accéder eux aussi au poste suprême. Les malades y ont tout à gagner!

Où en est-on? Depuis la grève, tout part en lambeaux : le personnel non médical ne participera plus à l'élection du chef de département, celui-ci sera seulement « assisté » du conseil de département (direction collégiale, où es-tu?). Un avant-projet de réforme hospitalière sera publié en automne. N'a été prise que la décision du « budget global » en remplacement du prix de journée, système qui poussait à « occuper » les lits. Publier une note technique se souciant d'efficacité économique sans conception d'ensemble, n'est-ce pas mettre la charrue avant les



bœufs? Curieusement, les cliniques privées, elles, ne seront pas soumises au budget global!

LIBÉRER L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE DU PROFIT

Il y a fort à faire! Exemple : les 300 principes actifs couramment prescrits se trouvent sous des milliers de présentations différentes! Prescrire, pour chacun d'eux la présentation la moins onéreuse, permettrait de faire 2 milliards d'économie par an! Cela tient au mécanisme du marché : les médicaments étant connus par les « visiteurs médicaux » et la presse médicale — tous deux financés par les trusts pharmaceutiques — les plus coûteux se vendent mieux car ils dégagent suffisamment de profit pour faire parler d'eux aux médecins prescripteurs.

L'industrie pharmaceutique française a des spécificités : industrie puissante (deuxième du monde), mais avec un budget de recherche bien faible (10% du chiffre d'affaires — 7^e rang mondial). Les Français ont la plus forte consommation médicale du monde. Sont-ils en meilleure santé pour autant?

RÉPONDRE AUX BESOINS SANITAIRES RÉELS DU TIERS MONDE

J. Pierre Cot a créé le CIDESCO à Bordeaux qui vise à un « développement autocentré » des capacités sanitaires des pays du Tiers Monde, mais ses moyens — une dizaine de personnes — sont bien dérisoires au regard des moyens gigantesques mis en œuvre par l'industrie pharmaceutique française en train de se redéployer dans le Tiers Monde.

Quelle réforme du système de soins ?

LIBRE CHOIX DE SON MODE D'EXERCICE PAR LE MÉDECIN

Hors de l'hôpital, les médecins sont obligés d'exercer selon les principes de la médecine libérale : libre choix du médecin pour le malade; indépendance professionnelle; liberté de prescription; secret médical; paiement à l'acte.

Certains principes sont à conserver pour les travailleurs (libre choix du médecin, liberté de prescription) dans la mesure où les patients doivent avoir accès à tous les soins ou moyens d'investigation (sans tomber dans les travers de la médecine technicienne actuelle qui multiplie des examens souvent inutiles). L'indépendance professionnelle est importante face aux « pressions » patronales. Par contre, le principe d'un contrôle de la qualité des soins par les usagers est à avancer.

Le paiement à l'acte est l'un des obstacles majeurs à l'amélioration du système de santé en France. Le fait d'avoir

à « avancer » l'argent empêche le libre accès aux soins pour une fraction de plus en plus importante de la population appauvrie par la crise économique. Du fait que les médecins ont intérêt à multiplier les actes, du fait de la concurrence entre médecins généralistes, spécialistes hospitaliers, la population souffre de consultations rapides, de manque de suivi, etc.

Le malaise actuel du corps médical profondément divisé par des intérêts contradictoires recouvre des causes multiples :

— désarroi face à une médecine de plus en plus technique qui exigerait un travail d'équipe pour maîtriser les connaissances plutôt que l'individualisme que renforce le paiement à l'acte;

— l'inquiétude des médecins qui n'ont plus accès à leur « part du gâteau » du fait de la démographie médicale; parmi le corps médical, les choses évoluent actuellement (notamment du fait de la modification de la situation

matérielle de jeunes médecins). Un sondage indique que 28% des médecins se déclarent favorables au paiement à la fonction (et non plus à l'acte).

S'ils en avaient la possibilité, de nombreux médecins choisiraient d'exercer dans des centres de santé où la prévention, le travail d'équipe avec les médecins, hospitaliers, scolaires, de PMI, du travail, avec les travailleurs sociaux apporteraient une dimension nouvelle pour la prise en charge globale des usagers. Notons que le paiement à l'acte est inflationniste. Le blocage des honoraires médicaux avait entraîné une multiplication des actes donc des prescriptions médicamenteuses et des examens.

La politique gouvernementale a été négative en ce domaine. Les centres de soins intégrés promis par François Mitterrand n'ont pas vu le jour. Le SMG (Syndicat de médecins refusant le profit en médecine) n'est toujours pas

LES ENJEUX DES ÉLECTIONS D'OCTOBRE 83

1) Le premier n'est pas le moindre : ces élections peuvent permettre de sensibiliser les travailleurs aux questions de santé. Une campagne électorale peut favoriser la prise de conscience de la nécessité de changer l'orientation du système de santé, de libérer la médecine et l'industrie pharmaceutique de la notion du profit, de lutter contre l'agent pathogène qu'est le patronat.

2) L'abrogation d'une partie des ordonnances de 67 n'est qu'une première phase. La seconde — répartition des compétences entre les caisses départementales, nationales, définition de la tutelle... — sera plus décisive. Les résultats électoraux, la mobilisation des travailleurs influenceront sans aucun doute sur l'ampleur des changements dans cette deuxième phase.

3) Il faut se battre pour élire des représentants qui s'engageront à la base minimum indispensable : aucune alliance avec le CNPF (comme le faisait FO jusqu'à maintenant), engagement de refuser toute réduction des prestations.

Le système des soins en France est à un tournant. Ne voir dans les mouvements actuels souvent contradictoires, des médecins que des actions de privilèges manipulés par la droite serait une erreur grave. L'attitude actuelle du gouvernement est périlleuse : cédant sur des revendications corporatistes, il ne gagne pas non plus la confiance des médecins. Lutter contre le « mandarinat » et contre l'esprit « petit commerce » permettrait une alliance solide et durable avec la majorité des médecins qui ont un intérêt objectif au statut hospitalier unique et au paiement à la fonction. L'immobilisme sur le fond joint au sectarisme sur la forme risque de faire basculer le corps médical dans son ensemble vers les forces rétrogrades alors que la convergence médecins-travailleurs est possible et nécessaire.

● CITROËN : LE MAROC ET LE SYSTÈME C.S.L.

A Citroën-Levallois, les dernières élections de délégués du personnel ont confirmé la première place (dans le collège ouvrier) conquise l'année précédente par la CGT au détriment de la CSL.

Tout a été fait pourtant pour tenter d'effacer cette conquête des travailleurs, à commencer par les mutations internes à Citroën, qui ont réduit de 900 les effectifs de Levallois depuis l'an dernier et qui n'ont pas été faites au hasard!

Mais il y a d'autres moyens dont l'ATMF (Association des travailleurs marocains en France) a donné une idée édifiante, le jour même de ces élections (le 16 juin dernier) lors de la conférence de presse à laquelle elle participait à propos des récents événements au Maroc et deux ans après les émeutes de Casablanca (voir PCML-Flash n°44).

La CGT a obtenu 49,95% des 1936 suffrages exprimés (sur 2 271 inscrits) soit un tassement de 3,35%, la CSL réalisant 43,9%.

Tout d'abord, au moment des grandes luttes de 1982, à Citroën et Talbot où les Marocains sont très nombreux, et notamment en mai sont apparues de nouvelles associations: «*Entraide et solidarité*» à Puteaux, l'«*Association des Marocains indépendants*»... Genre de tract diffusé, la nuit dans les vestiaires à Talbot, Aulnay ou Levallois: «*Ne sois pas esclave des syndicats et partis marxistes et révolutionnaires*». Tout cela pour pallier à l'Amicale, bras policier des services de renseignement marocains, trop apparentée à la CSL, discréditée et en disparition dans les faits.

Fin 1982, tous les travailleurs marocains de Citroën recevaient trois numéros d'un journal —*Afrique expression*— imprimé au Maroc et envoyé de Belgique à leurs adresses personnelles... Contenu: pas

précisément favorable à la CGT!

Enfin, pendant la campagne pour les élections professionnelles à Levallois, les travailleurs marocains de cette usine recevaient toujours chez eux, mais cette fois en provenance de diverses villes du Maroc, une lettre d'une certaine association de l'Etoile verte (c'est une référence à Dieu). Style de la lettre: suis la voie de Dieu... On connaît ton passé, ton présent, on peut prévoir ton avenir... On va te réécrire...

Petite question à la direction de Citroën: comment le

plus sensibles; dans l'industrie 53% des entreprises ont à cette occasion soit augmenté le rythme du travail, réduit les temps morts (18%), introduit ou développé le travail par équipe (16%), utilisé les possibilités de modulation de la durée hebdomadaire du travail (18%), mis en service de nouveaux équipements (16%), recouru à la sous-traitance (10%)... Certaines ayant bien sûr procédé à plusieurs de ces modifications en même temps. Ce sont les grandes entreprises qui ont ainsi procédé, les petites se contentant le plus souvent de réduire leur production plus ou moins proportionnellement à la réduction d'horaire.

Closets et son «*Toujours plus*». Les syndicats ont d'ailleurs réagi, redoutant que cela ne prépare à quelques sacrifices qui au-delà de Ste-Anne pourraient viser tout le personnel hospitalier...

Quant à la direction actuelle, elle n'a guère à envier à la précédente: un «*château*» avec parc pour la directrice, de luxueux appartements de fonction pour les cadres de direction, nourriture gratuite, etc. Et pour eux, la prime de responsabilité, c'est de l'ordre d'un million ancien par an (6,00 F par jour pour le personnel!).

● SOUVENIRS...

C'est vrai, il y a bien des raisons de ne pas être satisfaits: —le chômage, il n'y a plus grand monde qui n'envise pas sa hausse dans les mois à venir; et on en est à deux millions;

—le pouvoir d'achat, on voit bien qu'on nous le rogne un peu par tous les bouts.

Mais tout de même, entendre les Giscard, Barre, Chirac et autres nous causer de leur ton docte ou vanimoux selon l'heure ou la personne, de faillite et autres catastrophes!

Eux, ils ont laissé 1 800 000 chômeurs en juin 1981: 800 mille de plus qu'en juin 1977, quatre ans avant. Certes Thatcher fait mieux, mais c'est tout de même pas mal et eux, en plus, ils réussissent à approcher les 14% d'inflation! Certes, les Anglais en redemandent paraît-il, encore que ce soit moins nombreux et moins de 50% (comme quoi la «*démocratie*», c'est quand même bien élastique) alors qu'ils ont eu, pour le bourrage de crâne, «*l'exploit*» des Malouines... Giscard n'avait réussi que le coup des diamants avec Bokassa. Certes, certes! Alors n'oublions pas trop quand même...

Le problème aujourd'hui, c'est que, quoi qu'en dise le président, la rigueur à gauche, ça ressemble beaucoup à leur austérité, jusqu'à ce bout du tunnel qu'on nous promet pour dans un ou deux ans...

Gilles CARPENTIER

DANS LA VIE DES TRAVAILLEURS

fichier de son personnel se balade-t-il en Belgique ou au Maroc (des gens ayant changé d'adresse et l'ayant seulement signalé à l'usine ont reçu la lettre à leur nouveau domicile...)?

Ce genre de pression, ce n'est pas rien quand on sait ce qu'est la répression au Maroc (qui vise en particulier les syndicalistes) et que, par exemple, suite à la lutte de Chausson en 1975 où l'Amicale avait été sérieusement démasquée dans sa collusion avec la direction, 105 ouvriers de Chausson et Talbot avaient été arrêtés en allant au pays l'été! Le mouvement de protestation en France avait imposé leur libération.

● INCIDENCE DE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

L'INSEE, à partir d'une enquête réalisée fin 1982, a ainsi dégagé les principales conséquences de la réduction du temps de travail intervenue pour l'essentiel (-0,9 heure) dans le premier semestre de l'année dernière:

—les emplois créés se situent dans une fourchette de 10 000 à 20 000 dans l'industrie et 4 000 à 8 000 dans le commerce;

—les effets sur l'organisation du travail sont nettement

Dans le commerce, on a réduit les horaires quotidiens d'ouverture (44%) ou aménagé les horaires individuels (horaires décalés, diminution des temps morts): 25% ou modulé la durée hebdomadaire (11%), ou développé le travail en équipes (4%) ou plusieurs de ces mesures.

● LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

On parle beaucoup de ce rapport rendu public fin juin. Il dénonce quelques scandales assez ahurissants, c'est sûr. Par exemple, à propos de l'ancienne direction de l'hôpital Ste-Anne à Paris, on en apprend de belles sur ses pratiques, de 76 à 1980...

Bon. Mais le rapport met aussi en cause les «*privilèges*» dont bénéficierait le personnel. Il s'agit en fait de certains acquis de luttes passées par lesquels le dit personnel a pu améliorer quelque peu des salaires d'ailleurs plutôt bas.

Dans l'ambiance d'austérité actuelle, les médias qui se sont déplacés à Ste-Anne (radios) se sont justement intéressés surtout à ces «*privilèges*»-là... S'agissant d'un hôpital réputé d'esprit revendicatif, on peut s'inquiéter que soit ainsi emboîté le pas à de

SNECMA

A L'HEURE DES NOUVEAUX DROITS

La SNECMA: moteurs d'avion, secteur civil et militaire, nationalisée depuis 1945; une parmi les 1 000 et quelques entreprises où a été signé (fin avril) un accord sur le droit d'expression, en application de la loi Auroux du 4 août 1982.

On en est au stade de la mise en place. Qu'est-ce que cela va donner? «*Tout dépend de ce que l'on en fera*»... C'est l'avis de nos camarades Jacky de Corbeil et Gérard de Villaroche, les deux principales bases de la SNECMA, avec respectivement 5 200 et 4 300 travailleurs (en région parisienne).

Tous deux sont à la CFDT. Dans leurs boîtes, les réunions pour présenter les groupes d'expression à l'ensemble des travailleurs (par assemblées de 200 ou 300) ont commencé; elles sont très riches. Les syndicats ont décidé par ailleurs de ne pas y polémiquer.

La CGC, hostile au niveau du groupe («*c'est une machine de guerre contre l'encadrement*»...) a signé in extremis à Corbeil et adopté (pour l'instant) dans les assemblées une attitude positive. FO n'a pas signé: pour elle, c'est «*antisindical*»...

L'accord est conclu par une phase d'expérimentation d'un an (à compter de la signature) qui touchera environ 10% du personnel de chaque établissement. Les groupes, auxquels pourront participer (dans les secteurs sélectionnés pour l'expérience) tous ceux qui le veulent, ne devraient pas dépasser 20 personnes; 8 heures dans l'année (sur le temps de travail) ils débattront du «*contenu et de l'organisation du travail*», d'«*actions destinées à améliorer les conditions de travail et de vie dans l'entreprise*». Ils seront animés, au moins lors des premières réunions par le responsable hiérarchique, membre du groupe, ensuite éventuellement par un autre membre choisi par le groupe. La formation d'animateur ira donc (en tout cas d'abord) à la hiérarchie. Quant aux vœux émis par les groupes, ils seront transmis à la direction, mais aussi aux syndicats, au CE et au comité d'hygiène-sécurité-conditions de travail.

L'accord prévoit des groupes spécifiques d'agents d'encadrement (les cadres constituent, à Corbeil comme à Villaroche environ 15% du personnel, certains sans fonction de commandement). La CGT s'en est félicitée; la CFDT n'y était pas favorable, cela donnant aux cadres une possibilité de double représentation.

Comparé à d'autres, voilà un texte plutôt ouvert que restrictif, bien dans l'esprit de la loi (certains directeurs — c'est le cas à Villaroche et à Corbeil —

sont d'ailleurs au PS). Mais les cercles de qualité chers au CNPF ne sont pas si loin... Donc, «*tout dépend de ce que l'on en fera*»...

Et du côté des travailleurs? La mobilisation à Corbeil est récente mais l'on sent un intérêt grandissant au fil du développement... C'est plus ancien à Villaroche: dès 1980, la CFDT (influence actuelle 38%; CGT 55%), suite à un stage en Italie d'un de ses militants, avait entrepris un travail de masse sur le thème des conseils d'atelier. Ainsi, les 700 travailleurs de l'atelier de fabrication avaient été consultés sur le contenu (avec ou sans les chefs? sur quels sujets?...) de tels conseils. Il en était sorti un projet de protocole qui n'avait pas abouti.

Les nouveaux droits, c'est ça et bien d'autres choses: des nouvelles commissions, des tas de réunions... «*On est bouffé par tout ça*» dit Jacky dont le syndicat, devenu en janvier le premier à Corbeil, vient en plus de prendre la charge du CE (la CGT le tenait depuis 1945).

LES NOUVEAUX DROITS... ET LE RESTE

Or, il y a bien d'autres choses. Certes, depuis 1981 le PDG a été changé, le présentisme officiel, c'est fini (direction battue en Justice après les luttes de 1979); finis aussi les contrats à durée déterminée; le contrat de solidarité a permis 1 000 embauches, surtout de jeunes (sans création d'emplois toutefois)... C'est positif. Mais il y a ces projets d'aménagement du temps de travail, d'horaires spéciaux (sur la base de l'accord signé par la CGC, FO, la CFDT, avec l'UIMM et

qui situe la réduction du temps de travail dans le cadre d'une meilleure utilisation des équipements).

Travail occasionnel du samedi avec extension possible sur volontariat ou non; équipes de remplacement: polyvalents travaillant 3 ou 4 jours par semaine, dont le samedi; les 4 équipes qui permettraient un gain de 27 heures par machine mais intégreraient le samedi dans le cycle de travail profondément transformé (la direction, devant les réactions, a pour l'instant laissé tomber ce projet); les horaires variables en cours d'expérimentation (évolution plutôt positive sur ce point)... Il y a un travail de préparation pour faire passer tout ça, d'ailleurs déjà imposé dans certaines filiales du groupe, par exemple à St Nazaire.

Quelle attitude avoir? Ce n'est pas simple quand on sait quels appâts peuvent y attirer les travailleurs (avantages financiers, présence à la boîte concentrée dans un minimum de jours...) alors que l'attitude par rapport au travail a bien changé, et pas seulement chez les jeunes, que le travail lui-même change et les aspirations aussi...

Face au refus syndical, la direction s'appête à porter son projet devant le CE, puis l'inspection du Travail.

Dans cette situation, les rapports CGT-CFDT restent marqués plus par la concurrence que par une saine émulation, tandis qu'on note, du côté des travailleurs une certaine disponibilité à l'action. En témoignent les débrayages assez suivis lors de la journée CGT du 21 avril ou ces derniers temps, à Corbeil, sur des problèmes précis de tel ou tel secteur, des délégations de 30, 50, 100, au bureau de la direction.

Gilles CARPENTIER



Entretien avec l'Amicale des Algériens en Europe



Addou Hocine,
délégué régional de l'Amicale

■ Pouvez-vous tout d'abord rappeler ce qu'est l'Amicale des Algériens en Europe.

L'Amicale est une association selon la loi de 1901, qui existe depuis 1962, et qui existait de facto et non de droit. Depuis la nouvelle loi sur les associations, nous sommes reconnus. C'est une situation nouvelle et nous adaptons nos structures pour accéder à des facilités que nous n'avions pas. Pendant 20 ans, rien n'a été fait pour nous faciliter les choses.

■ L'Amicale pose la question des moyens et en particulier du Fonds d'action sociale...

Nous comptons demander des subventions aux collectivités locales, aux

Il faut compter avec le

Le 22 avril restera pour les antiracistes de Marseille une date à retenir; après l'assassinat d'un jeune gitan de 11 ans, une première manifestation avait été interdite par le maire, des manœuvres de désinformation, des pressions de tous ordres avaient empêché d'en faire une riposte au crime raciste. 30 organisations de tous horizons appelaient le 22 avril à une manifestation et des centaines de Marseillais ont répondu à cet appel. Il faudra désormais compter avec ce courant qui avait déjà donné, sous Giscard, de sérieux coups de boutoir à la politique de répression d'alors. Les antiracistes, deux ans après le 10 mai, ne sont plus prêts à se contenter de discours ou de communiqués. Ils veulent des actes, et la gauche majoritaire à la mairie, au conseil général, au conseil régional a, si elle le veut, les moyens d'agir. Nous l'avons déjà dit et nous le redirons avec plus de force encore lors d'un grand rassemblement à Marseille qui est en préparation.

Partie prenante de cette mobilisation, l'Amicale des Algériens en Europe a rassemblé sous ses banderoles environ 600 personnes... M. Addou Hocine, délégué régional de l'Amicale des Algériens, après une rencontre avec le comité de région Provence du PCML, a bien voulu répondre à nos questions et préciser pour nos lecteurs le sens de l'action de l'Amicale, qu'il en soit ici remercié.

Hervé DASTAR

conseils généraux et régionaux et surtout au Fonds d'action sociale. L'argent du FAS doit nous revenir, au départ seule l'Algérie était concernée et puis il a été élargi. L'argent est prélevé sur les allocations familiales non versées aux pays. Cet argent collecté, est redistribué pour des logements ou des actions socio-culturelles.

Cela représente un budget de cent milliards de centimes annuellement. Nous considérons que la gestion de ce Fonds n'est pas démocratique, il y a bien un projet qui prévoit une décentralisation du FAS et nous espérons à ce moment-là avoir au moins un strapping pour faire valoir notre point de vue.

■ Revenons maintenant à la situation marseillaise et à ces élections municipales où l'on a agité le spectre de l'insécurité pour montrer du doigt les immigrés. Quelle a été la réaction de l'Amicale?

Nous avons été assez stupéfaits, bien qu'à demi surpris du comportement de tout le monde... sans faire de distinction. Bien sûr, l'extrême-droite a toujours mené ce jeu-là, la droite lui a emboîté le pas et puis, malheureusement, la gauche également... car qui ne dit rien, consent.

Nous avons assisté à un véritable déchaînement pour faire passer la pilule de tous les problèmes de la conjoncture économique, pour faire avaler certaines couleuvres aux Français en leur disant : « Le responsable, c'est l'étranger et surtout l'Arabe, l'Algérien. »

Avec la manifestation du 22 avril, nous avons voulu inverser la question et demander aux Français : « Est-ce que si tous les immigrés partaient, cela rééquilibrerait votre déficit extérieur? » Le déficit est avec l'Allemagne ou le Japon, alors qu'au contraire avec l'Algérie, la balance commerciale est bénéficiaire pour la France. Nos deux pays ont fait des efforts pour fonder une coopération fondée sur la réciprocité et les intérêts de chacun, ce n'est pas du folklore, ce n'est pas de l'aide sans retour, c'est pourquoi nous voulons faciliter les relations inter-régions.

■ Venons-en aux relations Alger-Marseille, au pourquoi de l'annulation de la semaine d'amitié 83?

En Algérie, on comprend difficilement certains comportements pendant la campagne des municipales. On ne peut pas prêcher l'amitié d'un côté et de l'autre côté ne rien faire pour améliorer les conditions de vie des gens. Il y a là une contradiction fondamentale qu'il faut lever.

mouvement antiraciste



Manifestation antiraciste sur la Canebière le 22 avril 1983 (photo Pierre CIOT)

■ En tant qu'organisation de l'immigration algérienne, quelles sont vos priorités?

La sécurité des biens et des personnes est la priorité des priorités.

Seconde priorité : l'action d'information de la population pour lui faire comprendre que ce n'est pas l'immigré qui doit servir de bouc émissaire. Nous nous posons des questions à ce sujet : « Est-ce que ça n'arrange finalement pas tout le monde de trouver cette brebis galeuse d'émigré? »

Troisième priorité : le logement où l'on rencontre toujours des difficultés insurmontables pour se loger. Enfin, il y a le problème des jeunes de la deuxième génération qui se retrouvent, vingt ans après l'arrivée de leurs parents, sans aucune qualification avec cette double culture. L'Amicale peut contribuer à donner à ces jeunes un nouvel espoir.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous nous lançons sur le terrain de la sécurité pour dire que nous sommes les premiers concernés, car c'est nous qui payons le plus lourd tribut pour cette sécurité. Ceux qui sont en insécurité en France, ce sont bien les immigrés. Il y a là d'abord un problème de droit, de droit de vivre en paix et c'est du ressort des autorités françaises.

■ Quelle est précisément la position de l'Amicale sur la nationalité de ces jeunes?

Il faut laisser aux jeunes le libre choix; il faut donner à ces jeunes le moyen de subsister. Ces jeunes n'ont pas de qualification, pas de scolarité; ils subissent un racisme chronique.

Aujourd'hui, tous ceux qui sont nés après 63, sont considérés comme Français, on leur refuse de se libérer de la citoyenneté française.

On voit très bien que ceux qui ont la nationalité française depuis 20 ans n'ont rien de plus, que ça ne les a menés nulle part.

■ En conclusion, souhaitez-vous ajouter autre chose?...

Nous souhaitons que la dynamique qui a été lancée à Marseille par la manifestation du 22 avril, malgré toutes les difficultés que l'on nous a créées, que cette dynamique soit un point de départ pour une impulsion nouvelle et pour un rassemblement plus large, car il existe des militants qui viendraient renforcer ce courant si les 30 organisations et associations qui ont appelé au 22 avril continuent à développer des actions concrètes. □

ALGER-MARSEILLE RIEN NE VA PLUS

En 1981, alors dans l'opposition, Gaston Defferre avait, au nom de la région et de la ville de Marseille, noué des liens avec Alger. Un protocole fixait un cadre très précis à ces nouvelles relations entre régions, à ce nouveau mode de coopération horizontale entre collectivités locales.

En juin 1981, eut lieu une première semaine d'amitié d'Alger à Marseille. En 1982, les Algériens reçurent des artistes provençaux et la troisième semaine d'amitié devait avoir lieu du 2 au 9 juin 1983. Malgré des préparatifs avancés, un programme très élaboré, il n'en fut rien et un communiqué sibyllin prétextait des raisons de calendrier pour « suspendre d'un commun accord » la semaine d'amitié 83.

En fait, les Algériens ont mis leur veto à des activités culturelles qui ne correspondaient pas à une politique de coopération et d'amitié d'ensemble. Une semaine d'amitié contre 51 semaines de racisme, les Algériens n'acceptent pas ce marché et ils attendent une clarification politique du maire de Marseille avant de reprendre les échanges. Alain Castan, secrétaire régional de notre parti, a, lors d'une conférence régionale du PCML, salué cette annulation de la semaine comme « une marque de dignité du peuple algérien après la campagne des municipales ». Il faut relever la volonté des autorités algériennes de laisser la porte ouverte et de ne rien créer d'irréparable.

Souhaitons que la force du mouvement antiraciste fasse pencher la balance du bon côté et amène Gaston Defferre à saisir cette chance pour que les deux villes puissent retrouver le chemin de la coopération, pour que les communautés algérienne et française à Marseille puissent retrouver le chemin de la compréhension.



LE DROIT AU LOGEMENT

Comme le droit au travail, le droit à la santé, le droit à la culture, le droit au logement constitue une exigence fondamentale des travailleurs. D'où le rôle décisif d'une organisation comme la Confédération nationale du logement (CNL) qui, depuis bientôt 70 ans, se bat pour cette revendication populaire.

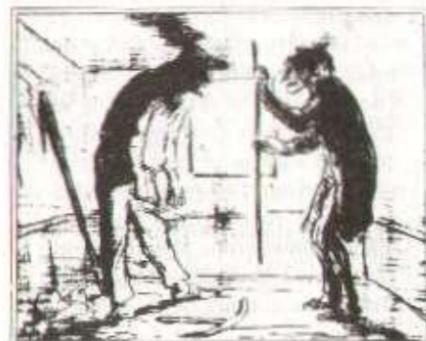
Ce droit se heurte de plein-fouet au système capitaliste basé sur la propriété privée; en témoigne assez la virulence des oppositions et des blocages à toutes réformes, telles celles introduites par la loi Quilliot, pourtant votée il y a un an déjà. On comprend du coup, en quoi la lutte pour le droit à l'habitat s'apparente à la lutte syndicale et pourquoi l'histoire de la CNL, son implication dans la vie politique et sociale, ses modes d'action, sont proches du mouvement syndical français.

Il y a beaucoup à faire encore pour que l'organisation et l'action des travailleurs, locataires et accédants à la propriété, permettent de construire un bon rapport de forces en leur faveur. Avec les autres associations, de taille et de représentativité plus réduites (la CSF, la CSCV et la CGL), la CNL s'y emploie, comme nous l'explique ici Jean-Pierre Giacomo, secrétaire confédéral.

Camille GRANOT

SIGNES DISTINCTIFS

Naissance	Fondée en 1916, sous le nom <i>Union fédérale des locataires</i> , dans la lutte contre les hausses de loyer intervenues pendant la première guerre mondiale.	Organisation	300 000 familles adhérentes, dont la moitié du secteur HLM. Peut être adhérent tout locataire et tout propriétaire n'ayant pas de locataire. Les adhérents sont organisés sur la base d'amicales ou d'associations locales.
Objectifs	Organisation à caractère syndical, la CNL œuvre à l'organisation et à la mobilisation des locataires et accédants à la propriété pour « établir le droit à l'habitat et le droit de l'habitat » (40 ^e Congrès national - mai 82).	Presse	<i>Logement et famille</i> mensuel.
Nature	« Organisation de large rassemblement, la CNL veut participer aux décisions en partenaire responsable, continuera à apprécier ce qui est positif, à dénoncer les retards	Représentativité	Lors des récentes élections au C.A. des HLM, les élus CNL représentent plus de la moitié des 840 élus.



Il me faut trouver là-dedans trois pièces et une cuisine. H. Daumier - Le Charivari



- Votre maison me fait l'effet de devoir être un bon produit.
- Je crois bien... J'ai fait deux sous-sols... et quand par hasard un de ces logements sera vacant, j'y cultiverai des champignons.

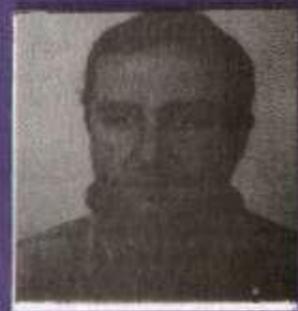


Je ne loue pas aux gens qui ont des enfants!

Jean-Pierre GIACOMO

secrétaire confédéral de la CNL

répond à nos questions



Un an après l'adoption de la loi Quilliot, quel bilan pouvez-vous faire de sa mise en application?

Le bilan de l'application de la loi Quilliot est difficile à faire, les décrets d'application étant parus relativement tard... Il manque aussi une loi sur l'article 26 - concernant l'aide aux propriétaires en difficultés. Il y a d'autres retards, notamment dans la mise en place des commissions départementales des rapports locatifs; seulement onze d'entre elles sont sur pied selon nos informations à ce jour.

Outre ces retards, il faut bien reconnaître que la bataille des propriétaires contre la loi continue, sous d'autres formes puisqu'elle est votée. Il existe une situation de blocage, un véritable barrage à la mise en application de la loi. Les propriétaires veulent faire la démonstration que la loi est inapplicable politiquement, économiquement, philosophiquement... et qu'il faut en changer. Certes, l'attitude d'opposition est différenciée selon les quatre secteurs : privé, semi-privé, semi-public et public.

Pour comprendre cette opposition, il faut saisir l'enjeu de la loi et ses deux incidences essentielles. L'une porte sur la nature individuelle du rapport propriétaire/locataire, les locataires du secteur privé ayant gagné d'importantes garanties quant à la sécurité du logement. L'autre porte sur les rapports collectifs, qui n'existaient quasiment pas avant la loi Quilliot. Le discours des propriétaires est le suivant : « la loi remet en cause nos rapports; ils étaient globalement harmonieux; la loi les déséquilibre en faveur des locataires ». Certains sont allés jusqu'à parler de « déresponsabilisation » et de « soviétisation »! En réalité, la loi, si elle a réduit la disproportion énorme entre

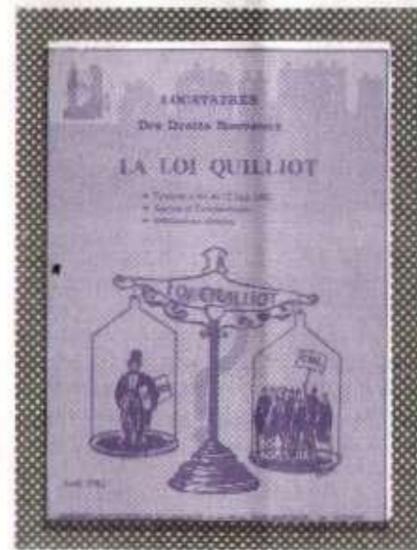
propriétaires et locataires en faveur de ces derniers, n'a nullement inversé leurs rapports. On n'a pas touché le droit de propriété privée, qui reste le pivot des relations entre les uns et les autres.

Les propriétaires mènent la bataille sur tous les terrains, politique, idéologique, économique. Ils font « la grève de la location »; même s'il a des racines économiques, ce phénomène est avant tout politique. Sans avoir reçu ni donné des consignes, les propriétaires privés ont créé et créent la pénurie et provoquent des situations tendues à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse. « Il faut être fou pour investir dans le logement aujourd'hui » disent-ils. En quoi la loi Quilliot les gêne-t-elle? Ce ne sont pas vraiment les modifications des rapports individuels; certains reconnaissent qu'il y avait des abus et Michel d'Ornano avait préparé un projet de loi en ce sens... Ce que les propriétaires n'acceptent pas, ce sont les rapports collectifs, en quelque sorte, la reconnaissance du fait syndical dans les questions du logement et de l'habitat. Eux sont orga-

nisés, mais ils n'admettent pas que les locataires soient, eux aussi, organisés et actifs dans la gestion; ils estiment que c'est là une limite de leurs prérogatives de propriétaires. On nous a expliqué - au dernier Congrès HLM, qui devrait pourtant être fer de lance en matière de participation - qu'était intolérable cette atteinte aux libertés que les propriétaires estiment fondamentales. Car le pouvoir de décision ne leur revient plus intégralement. La loi indique qu'ils ne peuvent plus décider seuls sur des questions aussi essentielles que les loyers et les travaux. D'où, cette situation de blocage...

Elle est tellement tendue qu'aucun accord n'a été conclu au niveau national, hormis l'accord sur les majorations de loyer dans le « deuxième secteur » l'an dernier. La loi existe; elle a permis ponctuellement certaines avancées, mais sur des aspects essentiels - comme la capacité de négocier à parts égales - on est au point mort.

Peut-être pourriez-vous rappeler l'appréciation que la CNL porte sur la loi Quilliot?



Notre appréciation a été et reste positive; elle doit permettre de faire évoluer les rapports entre propriétaires et locataires de manière positive pour les locataires. Quatre questions qui nous tiennent à cœur, n'ont pas été prises entièrement en compte cependant. Une question essentielle est celle du « maintien dans les lieux » (notion existant dans la loi de 1948) : la loi la limite par deux dérogations - droit de reprise pour vendre et pour faire habiter ascendants et descendants. La pratique montre bien des abus du droit de reprise pour vendre.

Le second point porte sur la question du loyer dit « scientifique », ou « objectif » ou « réglementaire ». L'arti-





CONFEDERATION
NATIONALE
DU LOGEMENT

le 1 de la loi reconnaît la notion fondamentale de « droit au logement » et la loi s'inscrit dans cette perspective. Or, ne pouvoir payer son loyer car il



est trop cher, constitue une sérieuse limite au droit au logement. Nous aurions apprécié, qu'à la faveur de la loi, on avance vers une réglementation en matière de loyer, réglementation correspondant aux réalités d'aujourd'hui. Bien sûr, il y a le droit de négocier annuellement les hausses... mais il s'agit de possibilités de corrections à doses homéopathiques!

Nous aurions souhaité également l'instauration d'une véritable prud'homme locative car les litiges venant devant les tribunaux coûtent cher et sont dissuasifs pour les locataires. En effet, la commission de conciliation auprès de la commission départementale des rapports locatifs ne pourra émettre que des avis transmis au juge. Enfin, nous ne sommes pas d'accord avec le principe selon lequel l'accord local entre propriétaires et locataires — au niveau de l'immeuble — prime sur l'accord national (dans le droit du travail, c'est l'inverse).

Encore un mot sur la loi. Nous apprécions le cadre législatif bien sûr, mais n'avons pas d'illusions quant à la mise en œuvre. Les propriétaires ne vont pas nous accueillir les bras ou-

verts... parce qu'il y a l'article tant ou tant qui nous donne des droits! La loi est un point d'appui pour le développement de l'organisation et de l'action. Cela ressort de notre expérience et de celle du mouvement ouvrier. Et d'autant plus, que le mécanisme dans lequel on s'inscrit est un mécanisme négocié. Le rapport de forces ne se crée pas au niveau de la négociation, par le discours ou l'habileté du négociateur. Comment avoir 7 millions de locataires-négociateurs avec soi? Comment créer le rapport de forces sans développer l'organisation et l'action? La loi existe; il faudra imposer son application. Nous avons affaire avec les propriétaires privés qui sont parmi les forces les plus conservatrices de ce pays...

■ Quels sont, en conséquence, vos objectifs prioritaires pour les mois à venir?

Nous entamons le processus de négociations des loyers. Nous sommes responsables à deux niveaux. En premier lieu, devant les locataires qui connaissent des difficultés — inflation, chômage, baisse du pouvoir d'achat, et aussi l'élévation de leur quittance à un rythme élevé (si les loyers ont augmenté de 8%, les charges elles ont aug-



menté de 14 à 15%). En second lieu, si le gouvernement a fixé un taux d'inflation de 5% pour 1984, nous ne saurions accepter des hausses de loyer de 15% qui se répercuteraient sur les prix! Nous n'ignorons pas les difficultés de certains propriétaires — notamment HLM —, presque à la limite de la rupture de gestion. Mais le rétablissement de leur équilibre de gestion ne doit pas se trouver dans la poche des locataires!

Le mot d'ordre sur lequel nous organisons notre semaine d'action du 19 au 24 septembre 1983, est : pas plus de 5% de hausse de loyer pour 1984. Durant cette semaine-là, au plus fort de la négociation des loyers, l'action sera multipliée, essentiellement vers les organisations de propriétaires par pétitions, délégations, manifestations, mais aussi vers les pouvoirs publics — « troisième partenaire » invisible et omniprésent des négociations — par des manifestations et délégations le samedi 24 septembre devant les préfetures.

Lors des négociations, nous sommes prêts à envisager des dérogations au 5% de hausse afin d'effectuer des travaux. Pour deux raisons : l'une, c'est que l'amélioration de l'habitat devient une revendication prioritaire. Ces vingt dernières années, on a mal construit, mal conçu, mal entretenu. L'autre, c'est la possibilité de création d'emplois qu'offre le bâtiment — un logement crée deux emplois. Nous sommes prêts à conclure des accords pour l'amélioration de l'habitat, à la condition que les travaux ne répondent pas au seul critère de rentabilité de l'investissement mais qu'ils répondent réellement aux besoins des locataires.

En matière de financement du logement social, nous constatons des hésitations et incertitudes dans la politique gouvernementale. En effet, le système de financement aussi bien en locatif qu'en accession à la propriété, en construction qu'en amélioration de l'habitat, reste le même qu'en 1980. Le président de la République, le 29 avril 81, avant son élection avait admis que cette loi était injuste. En 1983, même si ses effets en sont moins pernicieux, ils continuent d'exister. En effet, le système de financement conduit à la fois à tirer les loyers vers le haut et à accentuer la ségrégation sociale du fait de la part importante que prend l'aide à la personne. De notre point de vue, il faut rendre plus efficace et plus sociale l'intervention de l'Etat : réexaminer le système de déductions fiscales, utiliser de manière positive le système bancaire nationalisé. Quant à nous, nous sommes très attachés à « l'aide à la pierre » : en effet, l'aide de l'Etat dans le financement de la construction et de l'amélioration est le moyen le plus efficace pour éviter que les loyers n'alourdissent les budgets familiaux. Nous attendons les conclusions du groupe de travail lié au IX^e Plan sur ce point, mais nous avons des craintes qu'on ne s'engage pas résolument dans une politique « d'aide à la pierre ». □

DECLOISONNER LE MONDE RURAL

Le rassemblement national du MRJC* à Angers, c'est pour bientôt : 14, 15 et 16 juillet. Dans le Nord, comme certainement dans les autres régions du Mouvement, on s'y prépare activement, et ce n'est pas rien. Parmi les 1 500 délégués de toute la France, ils seront 120 pour représenter ce Nord qui, comme la Bretagne, les Pays de Loire ou la Lorraine, fait plutôt partie des grosses régions du MRJC.

Quelles expériences, quelles réflexions apporteront-ils dans les débats, forums, tables-rondes qui constitueront, avant la fête, l'essentiel du rassemblement? Pour en avoir une idée, le plus simple était d'en parler avec Eric et André, animateurs régionaux du MRJC, dans ce coin de France pour lequel on pense communément plutôt industrie qu'agriculture.

Certes le Nord, c'est bien la grande industrie, d'ailleurs en très sérieuse difficulté dans ses composantes traditionnelles et principales : mines, sidérurgie, textile. Les ouvriers y sont encore près de la moitié des actifs (plus que la moyenne nationale) alors que les agriculteurs et salariés agricoles y sont moins de 5% (moins que la moyenne nationale).

UN MILIEU EN ÉVOLUTION

Mais c'est aussi une région fortement agricole qui pèse lourd dans le total français, faite de réalités différentes : grosses productions ici (blé, betterave, pomme de terre), élevage là, endives et autres légumes ailleurs.

Réalités qui changent aussi. Par exemple pour les légumes (haricots, petits pois, carottes, etc.) la conserverie fournit les graines, les produits de traitement et récupère la production. Plus encore avec l'endivier qui sème et récolte, l'agriculteur n'est plus que le travailleur d'une terre louée voire sous-louée... C'est le développement de l'industrie agro-alimentaire dans de nouveaux secteurs ou avec des méthodes nouvelles (par exemple les frites congelées).

Cela amène des imbrications nouvelles ou accentuées, dont le monde rural est le théâtre. C'est peut-être là que réside cette caractéristique très affirmée du MRJC : une volonté de décroisonner les différentes catégories de jeunes qu'il cherche à rassembler, à regrouper pour qu'ils aient prise sur leur vie, leur travail : agriculteurs, salariés, chômeurs, scolaires... Décloisonner pour transformer, trouver des propositions, pour débloquer les situations, à partir de ce que vivent ces jeunes, dans leur travail, dans leur village, dans leurs loisirs...

DES CHOMEURS AUX SCOLAIRES...

Sur le problème des chômeurs qui, on s'en doute, va en s'aggravant dans cette région, le MRJC a organisé un stage. Pendant trois jours, on y a discuté des droits bien sûr, mais surtout des causes, des pistes possibles. Intervention du comité de chômeurs de Maresquel, du comité d'aménagement rural (un organisme officiel qui a vocation de relancer l'artisanat, le commerce), de Culture et Liberté (orientée sur le milieu urbain), etc. En sont sortis des projets : des ateliers de réparation, de fabrication d'objets..., une enquête pour mesurer les besoins locaux, communaux...

Pour ces problèmes comme pour les problèmes des salariés, le MRJC est en contact avec les syndicats, surtout la CFDT. En campagne, les boîtes sont petites, isolées, elles échappent aux nouveaux droits, du fait des pressions internes et externes. Il y a aussi le contexte de démobilité lié à la sidérurgie : « Aujourd'hui c'est Denain, demain c'est nous »... Les gens partent battus d'avance.

C'est de moins en moins évident d'y agir... On pousse les syndicats à s'intéresser à ces petites boîtes : construction de bâtiments agricoles, menuiserie, liées à l'agro-alimentaire (laiteries, etc.)...

Au niveau agricole, le MRJC se bat plus spécialement pour la reconnaissance du statut du travailleur aux aides familiaux et sur le problème foncier. Il y a une demande assez importante dans la région de jeunes qui voudraient s'installer... C'est le problème du contrôle et de la destination des terres. Sur ces problèmes, comme sur celui du revenu agricole, le MRJC se retrouve

sur le terrain avec le CDJA, Paysans Travailleurs (CNSTP)...

On touche là au « modèle d'agriculture productiviste », le seul présenté à l'école, dont la FNSEA fait constamment l'éloge, qui pèse vraiment très lourd, ajouté au problème des mentalités paysannes : on crie vite au « collectivisme », les mesures de limitation, de contrôle sont mal vues... Pourtant ce système étouffe leur liberté et écrase le Tiers Monde.

On voit là l'importance du contenu de la formation à l'école. Le MRJC a fait, dans la région, une enquête auprès des scolaires : 3 000 réponses. Il en ressort, entre autres, qu'entre l'école et le ramassage, beaucoup font plus de 50h. par semaine! Levés à 6h., ils reviennent à 19h. au village auquel ils finissent par devenir extérieurs.



Animer (ranimer) la vie du village, regrouper tous ces jeunes scolaires ou non pour affronter les problèmes, trouver des pistes, des propositions, lutter, avec d'autres; soirées, débats, théâtre... des fêtes, comme à St-Omer le 15 mai, où tous ces problèmes d'emploi, d'installation, de formation, de condition de vie trouvent leur expression... C'est ainsi que le MRJC agit dans le Nord « pour un autre développement du monde rural ».

Gilles CARPENTIER

MRJC : Mouvement rural de la jeunesse chrétienne.

● LE PAPE EN POLOGNE
LES ASPIRATIONS
DU PEUPLE SONT INTACTES

On aura tout dit sur ce voyage, tout et le contraire : qu'il était un appel à la révolte contre le pouvoir ou à l'inverse un appel à la soumission, qu'il prêchait le retrait de Walesa et de Solidarité ou à l'inverse qu'il renforçait leurs positions. Difficile d'y voir clair. Ce qui est sûr, c'est que le Pape a préconisé le dialogue, mais qui dit « dialogue », dit qu'il n'y a pas qu'un seul interlocuteur, le pouvoir, mais au moins deux : « Veilles-tu faire que soit entrepris à nouveau avec audace le véritable dialogue social par lequel le peuple pourrait retrouver espoir. (...) Je te confie tous les Polonais car de chacun dépend la persévérance dans la voie de la concertation, du renouveau, de la justice et de la paix. (...) Veuille faire que le pardon s'impose. (...) Car nous ne pouvons ni détruire ni nous laisser détruire. » Tous les mots sont posés.

Mais quels que soient les objectifs ouverts ou camouflés du pouvoir polonais, de l'Eglise catholique, et quelles que soient les contradictions qui les traversent, une évidence éclate à la face du monde : le peuple polonais n'est pas « normalisé », ses aspirations les plus fondamentales à la démocratie sont intactes. Et cela, ni Jaruzelski ni la hiérarchie catholique n'y peuvent rien.

Oui, Solidarité renaitra de ses cendres.

● OLP-SYRIE :
LUTTE FRATRICIDE

Graves dissensions au sein du FATH, principale organisation de l'OLP, exacerbées par le jeu absolument inacceptable de la Syrie qui, en expulsant Arafat et en soutenant les « dissidents », veut discréditer le leader palestinien et mettre un terme à l'indépendance de l'OLP vis-à-vis des régimes arabes.

Une situation qui écœure tous les amis du peuple palestinien, mais qui ne doit pas déplaire aux dirigeants israéliens et américains pour qui tout affaiblissement de la résistance palestinienne est une victoire, d'autant plus qu'il s'agit ici d'une lutte fratricide.

Le simple bon sens reprendra-t-il quelques droits avant qu'il ne soit trop tard ? Ou, au contraire, verra-t-on l'éclatement de l'OLP ou sa mise sous tutelle de la Syrie ?

Pour le moment, l'Algérie et l'Arabie saoudite jouent le rôle de médiateurs pour dénouer la crise. De son côté, Arafat, en visite à Prague, a évité dans un discours officiel de renouveler ses accusations à l'encontre de la Syrie, dans un souci évident d'apaisement.

Enfin, certains dirigeants de l'OLP ont eu des contacts avec le gouvernement syrien pour lui demander d'arrêter les frais. Selon le FPLP de Habache, « l'expulsion de Yasser Arafat est un fait regrettable et il fallait éviter d'en arriver là, mais le maintien de nos relations avec la Syrie dans le contexte régional actuel est nécessaire. Nous n'avons pas le choix ». Parfaitement exact, mais la réconciliation Syrie-Arafat doit-elle signifier la perte de l'indépendance politique de l'OLP, si chèrement acquise ?

● O.U.A. : L'UNITÉ
REPREND SES DROITS

Après plusieurs échecs successifs dus en particulier aux problèmes du Tchad et du Sahara occidental, l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) a enfin réussi à tenir son 19^e sommet, ce qui constitue en soi une indéniable victoire de l'unité sur la division.

Fondée en 1963, l'OUA a réuni lors de ce présent sommet, 49 pays sur 50, dont 29 représentés par leur chef d'Etat. Son plus beau score !

Sur les deux questions litigieuses, il semble que l'unanimité soit réalisée :

— le sommet a reconnu à l'unanimité le gouvernement de Hissène Habré comme le seul gouvernement légitime du Tchad

— une résolution sur le Sahara occidental invite les deux parties en conflit, Maroc et Front Polisario, à des négociations de cessez-le-feu, en vue d'organiser un référendum sur l'autodétermination du Sahara occidental. Enfin, l'OUA a abordé également

les questions économiques si cruciales sur le continent africain dépendant de l'extérieur pour une bonne part de son alimentation.

Dans son rapport, le secrétaire général, Kodjo, a proposé l'établissement d'une « confédération africaine, d'une zone monétaire africaine et d'une communauté de défense africaine ».

Le nouveau président de l'OUA est l'Ethiopien Mengistu.

● CNUCED :

A quelques jours de la clôture de la 6^e conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement, les pays impérialistes occidentaux continuaient de refuser la plupart des revendications élaborées par les pays du Tiers Monde pour remédier aux aspects les plus graves

de la situation actuelle (augmentation des prêts du FMI et remise en cause des critères d'attribution qui reviennent toujours à exiger des mesures d'austérité; mise en œuvre de mécanismes pour éviter de trop grandes fluctuations des cours des matières premières; démantèlement des mesures protectionnistes prises par les pays développés à l'égard des productions des pays en développement).

Les pays du Nord ont maintenu leur refus de l'ouverture de négociations globales pour un nouvel ordre économique international. Devant ces blocages, les pays du Tiers Monde développent la coopération entre eux afin d'accroître leur puissance économique et de contraindre les pays développés à changer le système économique actuel.

CHILI : MANIFESTATIONS EN PERSPECTIVE

Après l'énorme succès des deux journées nationales de protestation du 11 mai et du 14 juin qui avaient inauguré le renouveau de la lutte du peuple chilien, le demi-échec de la grève générale lancée à l'initiative du syndicat des camionneurs ne doit pas être interprété comme le signe d'un reflux du mouvement populaire. Déjà, une prochaine journée de protestation est annoncée pour le 12 juillet, et la « Multipartite » qui regroupe des partis de la droite à la gauche s'est associée, pour la première fois en tant que telle, à cet appel.

Toutefois, le danger existe d'une coupure entre les différents opposants à Pinochet : d'une part, les modérés qui ont rencontré des représentants du gouvernement, d'autre part les antifascistes « de gauche » qui ne veulent pas se satisfaire d'un aménagement du régime.

Certains estiment d'ailleurs que Pinochet (ou celui que les USA considéreraient comme le meilleur cheval possible) peut jouer cette carte de l'ouverture, à condition qu'elle exclue la gauche radicale, plutôt que celle de la répression tous azimuts. A l'appui de cette thèse : la répression a touché plus durement les leaders ouvriers et les mineurs connus pour leur traditionnelle combativité.

Claude LIRIA



« Pinochet assassin ! », Paris 28 juin

Europe-USA :
EVOLUTION D'UN RAPPORT DE FORCES

Le sommet de Williamsburg a mis en évidence l'existence de la fois de relations conflictuelles et d'une certaine unité entre les Etats-Unis et bon nombre de chefs d'Etat européens. Le président de la Commission européenne de Bruxelles était le huitième de ce sommet à sept.

Qu'en est-il exactement de la nature des relations entre l'Europe et les Etats-Unis ? Sur le plan économique, quel est le rapport des forces ? Quelles sont les conséquences de la politique américaine actuelle sur ces relations ?

DU PLAN MARSHALL
AU KENNEDY ROUND

Le 5 juin 1947, la proposition d'aide gratuite des USA est assortie de la condition de coordination de la politique économique des Etats européens : c'est le plan Marshall. L'objectif pour les USA est alors de constituer en Europe un vaste marché ouvrant à leur industrie des débouchés nouveaux, à la fois pour le commerce et les investissements. Pour les pays européens, l'intérêt du plan Marshall réside dans le financement de la reconstruction de leurs industries exsangues. A ce moment-là, les USA sont dans une position extrêmement forte par rapport à l'Europe.

Cependant, déjà alors, le capital européen par le biais de la commission Monnet, s'efforce d'utiliser la manne américaine pour financer un redéploiement industriel qui, à terme, va concurrencer la puissance américaine. Ainsi, nombre de programmes de construction de logements sociaux, d'hôpitaux, etc., ne sont pas menés à bien alors que les capitaux sont détournés vers un soutien aux investissements des groupes industriels, de l'acier notamment.

1967 marque une étape importante dans l'évolution des relations entre la CEE et les USA. La CEE signe un accord réduisant de 30 à 40% les droits de douane avec les USA et les Etats membres du GATT — accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Dix ans après le traité de Rome, cet

accord marque une étape à différents titres : il réaffirme la position dominante des USA sur le marché mondial d'une part, mais il prend en compte l'existence de la CEE comme puissance industrielle d'autre part. Supprimant les accords douaniers dans les deux sens, il permet aux USA d'intensifier leurs activités commerciales et leurs investissements en Europe, mais dans le même temps, il crée les conditions permettant ultérieurement aux Européens de venir bousculer les Américains chez eux et dans les zones géographiques où ils étaient maîtres du jeu.

LA SITUATION ACTUELLE

Si le début des années 70 a vu une percée importante des multinationales européennes sur l'ensemble des marchés dominés par les USA — Asie, Amérique du Sud, Afrique — mais aussi sur le marché intérieur américain, le début des années 80 marque un certain ralentissement du processus...

Qu'en est-il en réalité ? Y a-t-il renversement de tendances, les USA étant en train de rétablir leur hégémonie passée sur l'ensemble du bloc occidental ?

Le déclin de la puissance américaine amorcé au début des années 60 a-t-il été stoppé par la politique mise en œuvre ces dernières années par Reagan ? Malgré les apparences, on peut répondre non, au plan économique. En effet le haut cours du dollar mis en avant pour justifier le renversement de tendances, est plus fondamentalement lié au retrait d'une partie de cette monnaie du circuit international de façon à rééquilibrer la balance des paiements américaine, qu'à une politique conjoncturelle de taux d'intérêts. Or, cette politique a pour conséquence la remise en cause à terme du fonctionnement du système monétaire issu de Bretton Woods et la remise en cause du rôle hégémonique du dollar sur le marché mondial. Paradoxalement, c'est au moment où il crée le plus de difficultés à ses partenaires occidentaux que l'impérialisme américain crée des conditions qui, ultérieurement, le conduiront à leur faire des concessions.

Dans cette situation où la politique des USA visant à freiner leur propre déclin, provoque des difficultés à ses alliés, quels sont les éléments du rapport de forces Europe/USA ?

Un certain nombre de facteurs sont incontestablement en faveur des USA. Il s'agit d'abord du poids des capitaux américains investis dans la CEE (76,6 milliards de dollars en 1980). Il s'agit aussi de la contrainte que représente le prix élevé du dollar alors qu'il sert à régler une part importante des importations de la CEE et qu'il est utilisé comme moyen d'investissement de la CEE à l'étranger. Il s'agit enfin du fait que le volume actuel des investissements US en Europe est supérieur au volume des investissements européens aux USA.

La politique américaine actuelle accroît les écarts entre les différents pays de la CEE. Les pays initialement en position de relative faiblesse sur le marché international voient leurs poids respectifs s'affaiblir au sein de la CEE au profit des autres. Ainsi, l'Allemagne utilise les difficultés provoquées chez ses voisins par la politique US pour renforcer sa domination sur l'Europe, ce qui pourra se retourner contre les USA ensuite.

Quels sont les atouts de la CEE face aux USA ? Un premier avantage, c'est que la politique monétaire US ne pourra pas durer éternellement : les Etats-Unis devront renégocier avec les pays qui auront le mieux résisté à la crise, et sans doute avec la CEE, ce qui ne signifie pas qu'un tel rééquilibrage soit favorable à l'ensemble des pays membres. Autre élément favorable à l'Europe : sa position objective vis-à-vis du Tiers Monde et la politique plus souple qu'elle a menée par rapport à lui. Actuellement, la CEE fait pièce aux USA dans l'ensemble du Tiers Monde et sur le plan politique entretient de meilleurs rapports avec lui, ce qui contribue à isoler les USA. Troisième élément, qui présente bien des dangers : la CEE a développé bien plus que les USA ses relations économiques avec l'Est, et ce n'est pas seulement pour des raisons militaires ou politiques que Reagan a tenté d'imposer une restriction de ces échanges aux pays européens.

François LARGUIER



Progrès de la démocratie, pas de progrès qualitatifs sur les questions économiques, tels sont

les deux termes qui résument près de deux ans du PASOK en Grèce et que commente ici Takis Kosmas, membre du MLKKE (Parti communiste marxiste-léniniste de Grèce).

■ Peux-tu dire où en est la Grèce après ces quelques mois de régime socialiste ?

Dans le domaine de la démocratie, il y a certainement un progrès général, une détente : il n'y a pas une terreur ouverte comme il y avait avant. Le corps des MAT (CRS) n'a pas été dissous : ils interviennent toujours dans les manifestations et au cours des grèves bien sûr, mais pas avec la même intensité que sous la Nouvelle démocratie (droite). Si nous voulons organiser une manifestation à la Place de la Constitution ou devant l'ambassade américaine, c'est beaucoup plus facile et ils n'interviennent plus ouvertement pour la réprimer. Dans différents domaines, par exemple au niveau de la gestion municipale, il y a une plus grande participation de la base, une plus grande liberté sans être pourtant absolue, mais sans doute ça tranche avec le passé.

■ Y a-t-il eu des lois concrètes sur ce sujet ?

Il n'y a pas eu une ou deux lois, il y en a eu toute une série très tôt dès qu'ils sont arrivés au pouvoir, en novembre 1981. Parmi les premières mesures concernant l'autogestion locale prises par le ministre de l'Intérieur après discussions à l'Assemblée ont été précisées les modalités définissant les rapports entre la localité et le ministère, quels sont les pouvoirs municipaux, ceux de la préfecture, etc. (...)

Par exemple, la municipalité d'Athènes a acquis des droits lui donnant des libertés mais celles-ci, à mon avis, ne sont pas fondamentales et ne peuvent pas résoudre les problèmes qui existent

chez nous ni mettre en pratique une véritable autogestion. Ces mesures restent cantonnées dans un système capitaliste. On n'a pas affaire à un pouvoir populaire ou ouvrier, à un régime de démocratie nouvelle ou socialiste. Ce sont des mesures réformistes du capitalisme en Grèce qui se situe en arrière par rapport aux pays avancés d'Europe.

■ Peux-tu nous donner des exemples d'intervention des collectivités locales vers les industries ?

Par exemple, la société FIX qui produit de la bière a un capital de 300 millions. Celle-ci peut devoir à la banque 500 millions et son propriétaire ne peut pas continuer à fonctionner ainsi (...). A ce moment-là, l'Etat nationalise la société et, la plupart du temps, laisse le propriétaire à la tête de la gestion de l'entreprise, envoie une commission pour le contrôler et y associe éventuellement la structure locale d'autogestion. Mais celle-ci n'est que formelle car la décision a été prise centralement au moment de la nationalisation et la municipalité ne peut pas prendre l'initiative. Ce qui compte en définitive c'est le pouvoir central. Le pouvoir municipal n'existe que sur le papier car se pose toujours le problème financier, et les municipalités sont pauvres. Elles ont du mal à réaliser les choses élémentaires : nettoyer les routes, creuser des caniveaux... Toutes les rues d'Athènes sont complètement défoncées ; des gens se noient lors des pluies diluviennes. Il n'y a pas de tout-à-l'égout. On ne prévoit pas la construction de parkings. Ceci s'explique par l'état embryonnaire du pouvoir

municipal en tant que tel les années précédentes. En fait les municipalités dépendaient étroitement du pouvoir central, elles n'avaient pas de trésorerie propre. Ça n'a rien à voir avec la situation de la France ou de l'Italie où les municipalités possèdent des cantines, des organismes agricoles, gèrent des bâtiments desquels elles obtiennent des revenus, sans compter les impôts locaux. Bien sûr, les impôts locaux existent aussi en Grèce, mais ils suffisent à peine pour payer le personnel municipal.

En résumé, le problème le plus important auquel se trouve confronté le PASOK depuis son entrée au gouvernement est celui de l'économie. Nous avions prévu que ce problème ne pourrait être surmonté par ce parti. Nous pensions que la crise irait en s'aggravant. La classe ouvrière, le prolétariat industriel, les couches de la petite bourgeoisie, les travailleurs des villes en général ont vu leur situation s'aggraver.

Au temps de la Nouvelle démocratie, on était arrivé à un important déséquilibre entre la progression des salaires et le taux d'inflation. La première chose qu'aurait dû faire le gouvernement était de combler cet écart. Or, il a pris la décision sans précédent de geler les salaires pendant un an, alors qu'il s'était engagé auparavant à indexer les salaires sur le coût de la vie.

Cette indexation se fera rétrospectivement, c'est-à-dire il y aura un rattrapage périodique par défaut relativement au coût de la vie, par exemple chaque trimestre. L'estimation étant trop difficile à calculer, le solde sera versé en fin d'année. Il est clair que le pouvoir d'achat en prend un coup.

■ Papandréou avait-il un programme précis de redressement économique ?

Il avait des propositions générales. Il parlait de nationalisations et d'étatisation des principaux moyens de production, auquel cas on aurait eu une apparence de socialisme, il ne l'a pas fait.

Il parlait de nationaliser les sociétés en difficulté, il ne l'a pas fait en totalité et il n'a même pas changé les directions. L'Etat participe seulement à la gestion, c'est l'ancien patron qui décide avec un contrôle gouvernemental, et ceci dans tous les secteurs d'activité. Les banques étaient déjà nationalisées auparavant. En ce qui concerne les sociétés étrangères, les lois fiscales en vigueur depuis 1952 n'ont même pas été effleurées.



Andreas Papandréou

Pour conclure avec les questions économiques, il n'y a pas eu de progrès qualitatifs. Nous ne sommes pas les seuls à le penser, leurs propres militants le savent.

En ce qui concerne le syndicalisme, ils avaient proposé un projet de loi assez progressiste que nous avions soutenu. De très nombreux points étaient abordés : le patron n'avait plus le droit de licencier, les élections syndicales pouvaient se dérouler librement... Lors de la discussion à l'Assemblée nationale, point par point, ils ont fait des compromis et, en deux mots, le projet a avorté.

Un exemple de situation courante : les ouvriers se mettent en grève pour réclamer des augmentations de salaire. Réponse du patron : le gouvernement l'interdit. Le gouvernement défend son point de vue : il faut voir le progrès de la Grèce à long terme. Pour accroître la richesse nationale, développer les forces productives et l'industrie, etc., il faut produire. Cela signifie travailler avec un salaire relativement réduit pour permettre une concentration du

capital, des investissements, résoudre le problème du chômage pour finalement pouvoir importer des technologies de pointe afin d'augmenter la productivité. On pourra ainsi résoudre les problèmes du chômage, etc. En un mot, le gouvernement met toutes ses difficultés sur le dos du chômage. Sa solution pour supprimer le chômage réside dans les investissements qui ne peuvent se produire qu'avec une paix sociale. La technique Papandréou consistait dès avant les élections à ne pas expliquer clairement son programme.

Il donnait des interviews de trois ou quatre pages sur les nationalisations que personne ne pouvait comprendre, il jouait sur le flou. Le PASOK n'a pas le moindre plan de redressement économique. On peut expliquer cette attitude par la spécificité de la société grecque. Alors qu'en Europe, on pourrait sans trop de problème nationaliser, en Grèce, du fait même d'un capitalisme attardé, le PASOK se serait mis dans une situation de confrontation très dure avec la réaction. Il n'en avait ni les moyens ni la volonté. (...)

L'université de Bir Zeit

PALESTINE

Ebranlés par la guerre du Liban et les massacres de Beyrouth, des chrétiens de Marseille, le groupe « Chrétiens pour le socialisme » ont décidé en avril dernier de se rendre sur place pour mieux cerner la réalité de la politique israélienne et le sens du combat palestinien. Leur impression première, la plus forte après une visite dans des villes comme Hébron et Jérusalem, c'est bien l'existence, la présence d'un peuple arabe, le peuple palestinien, sur cette terre occupée.

Et la rencontre qu'ils ont eue avec des responsables de l'Université de Bir Zeit permet d'éclairer un aspect méconnu de la résistance palestinienne. La fondation de cet établissement remonte à 1924, ce n'était encore qu'une école secondaire qui n'accueillait sa première classe universitaire qu'en 1953.

En 1972, les premiers licenciés sortent de l'Université, ils sont diplômés en sciences humaines, économie, commerce, informatique, etc. Les locaux scolaires sont d'anciennes demeures de notables palestiniens imbriquées dans le village. Grâce à un système de bourses, tous les étudiants doivent pouvoir y accéder. 2.500 étudiants y poursuivent leurs études et on projette dans 10 ans d'en recevoir 5.000.

Jusqu'à là rien ne distingue cette université d'une autre. Pourtant Bir Zeit est unique en son genre, d'abord parce que c'est la seule université avec l'université catholique de Bethléem où les enfants palestiniens peuvent s'inscrire. Dans les autres centres universitaires israéliens, les droits d'entrée sont prohibitifs, les Universités scientifiques sont interdites « pour préserver les secrets militaires » et les intégristes juifs extrémistes majoritaires dans les organisations étudiantes israéliennes jouent facilement du coup de poing contre les

Palestiniens. L'originalité de Bir Zeit c'est d'exister, mais aussi de proposer, entre les connaissances, un « projet de vie », une ouverture sur l'extérieur. Les étudiants par exemple, effectuent chaque année 120 heures de travail avec les paysans ; les femmes occupent ici une place importante, elles représentent 28% des étudiants et 52% de la section ingénieurs. Les étudiantes ont d'ailleurs contribué à la création de « comités de santé » composés d'enseignants, d'étudiants et de gens des villages. Toujours avec le soutien de la jeunesse palestinienne, des coopératives de production et de distribution ont vu le jour. L'occupant israélien ne s'y trompe pas et mène une guerre d'usure contre l'Université : tout le matériel scientifique est lourdement taxé, les livres doivent passer à la censure, les fermes sont chroniques et tous les ans selon « l'ordre 854 », les responsables universitaires doivent demander une autorisation d'ouverture et soumettre les programmes aux autorités israéliennes.

Face à ces brimades, un comité de soutien s'est constitué, il est un pôle de regroupement des « Juifs contre ». La volonté des populations palestiniennes d'assurer coûte que coûte la formation de leurs enfants est en fait une volonté de résistance, un refus d'être assimilé et réduit à une simple masse de main-d'œuvre et ceci même si les jeunes diplômés ont toutes les peines du monde à trouver un emploi, tel cet ingénieur chimiste diplômé de Bir Zeit serveur dans un hôtel. La préservation de l'identité palestinienne passe aussi par le maintien de Bir Zeit. Pourquoi ne pas proposer le jumelage d'un centre universitaire français avec l'Université de Bir Zeit, par exemple ?

Hervé DASTAR

CHINE

L'ASSEMBLEE POPULAIRE A TENU SA VI^e SESSION

La 6^e Assemblée populaire nationale de Chine a tenu sa première session du 6 au 21 juin. Outre la discussion des rapports sur l'activité du gouvernement, le plan et le budget, cette session avait à élire les dirigeants de la République populaire de Chine, conformément à la nouvelle Constitution promulguée le 4 décembre dernier.

Aux postes de président et de vice-président de la République, qui ont été établis par la nouvelle Constitution, ont été élus Li Xiannian et Ulanhu, tous deux militants du Parti communiste chinois depuis les années 20 et qui ont assumé de nombreuses responsabilités dans le parti et l'Etat chinois. Zhao Ziyang a été réélu premier ministre. Deng Xiaoping a été élu président de la commission militaire centrale de l'Etat et Peng Zhen, président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale. Ces élections, comme celles des membres du gouvernement et du comité permanent de l'APN, manifestent à la fois la continuité de l'œuvre entreprise ces dernières années pour la modernisation de la Chine socialiste et la volonté de renouvellement, de rajeunissement et de spécialisation des dirigeants.

Dans son rapport sur les activités du gouvernement, Zhao Ziyang a souligné les succès remportés dans la mise en œuvre de la politique de réajustement

de l'économie depuis fin 1978. Pendant les quatre dernières années, la valeur globale de la production industrielle et agricole a augmenté de 7,3% par an, plus que les prévisions qui avaient été faites à l'époque. Le rythme de progression a été de 7,5% pour la production agricole, chiffre particulièrement élevé. Le réajustement de l'économie a entraîné une croissance beaucoup plus rapide pour l'industrie légère, produisant des biens de consommation (11,8% par an) que pour l'industrie lourde (3,4%), dont l'importance et le rôle avaient été surestimés pendant de longues années.

Ces progrès économiques ont permis des améliorations sensibles des conditions de vie de la population, plus particulièrement pour les paysans dont le revenu net a doublé depuis 1978. Pendant la même période, le revenu annuel d'une famille de salariés urbains a augmenté de 38,3%, déflation faite de la hausse des prix. Un effort tout particulier, visible dans chaque ville comme à la campagne, a été accompli dans le domaine du logement : 600 millions de m² ont été construits dans les zones rurales et 350 millions de m² dans les agglomérations urbaines, soit autant que pendant les 19 années qui ont précédé 1977.

Pour les cinq années à venir, Zhao Ziyang a présenté les trois principales

tâches à accomplir : assurer un développement régulier entre agriculture, industrie légère et industrie lourde, permettant d'accélérer le rythme de croissance; construire les équipements clés en matière d'énergie et de transports; continuer à améliorer les conditions de vie de la population et contrôler rigoureusement la croissance démographique.

Concernant la politique internationale de la Chine, Zhao Ziyang a souligné que la rivalité des deux superpuis-



LI XIANNIAN



DENG XIAOPING



DENG YINGCHAO



ZHAO ZIYANG

sances pour l'hégémonie mondiale est la principale source de troubles dans le monde actuel, et a rappelé que la Chine faisait de la lutte contre l'hégémonie et pour la sauvegarde de la paix mondiale le principe fondamental de sa politique étrangère. Il a insisté tout

particulièrement sur le renforcement de l'unité et de la coopération avec le Tiers Monde, qui représente une force puissante dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie. Il a appelé au développement de la coopération économique Sud-

Sud, dont la part dans le commerce extérieur de la Chine est passée de 20% en 1981 à 25% en 1982, afin de stimuler les négociations Nord-Sud pour un nouvel ordre économique international.

Pierre BAUBY

PARUTIONS ANTICHIINOISES RECENTES...

Au cours des cinq dernières années, l'on a vu paraître une abondante littérature ayant pour cible la Chine populaire. Ses détracteurs ont employé tous les tons et styles possibles : « témoignage » des Broyelle avec « *Apocalypse Mao* »; compilation commentée de journaux muraux recueillis au Mur de la démocratie; traductions d'écrivains prétendus dissidents... Ces diverses démarches ont un objectif commun : se livrer à des attaques systématiques de la Chine communiste.

LEYS ET LIN

Deux ouvrages parus en mai à grand renfort de publicité, avaient pour but de relancer cette croisade puisque le nom de Simon Leys y est lié : en tant que préfacier pour « *Enquête sur la mort de Lin Biao* », comme auteur pour « *La forêt en feu - essais sur la culture et la politique chinoises* ».

Publié simultanément dans cinq pays sous la signature du mystérieux Yao Ming-Le, « *Enquête sur la mort de Lin Biao* » devait révéler au monde la vérité sur la mort du « dauphin » de Mao Zedong. S'il est vrai que la version officielle était difficilement crédible, que dire de ce rocambolesque « document » qui est digne des plus mauvais romans d'espionnage?

Alors que dans sa préface Leys n'émet guère de réserves sur ce récit,

Leys se veut le champion des droits de l'homme en Chine tout en méprisant le peuple chinois, complice de son bourreau (le PCC) comme les déportés étaient complices des SS nazis, selon lui. Et d'enchaîner son raisonnement : Mao = Hitler, puisque Staline = Hitler et que Mao = Staline. CQFD...

« AUX VICTIMES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS »

C'est à elles que J.Ph. Beja et W. Zafanoli dédient leur traduction de trois nouvelles d'écrivains qu'ils présentent comme dissidents, sous le titre « *La face cachée de la Chine* », tout en reconnaissant de fait que ces récits ont été publiés en Chine dans des revues officielles. Tout au long de leur préface et à travers leurs notes, ils développent un discours dont la conclusion est que « le socialisme est responsable des maux dont souffre la société ». Voilà qui est clair.

Si nous nous devons de condamner les sévices dont ont été victimes de nombreux artistes, écrivains et intellectuels, comme Lao She mort dans de troubles circonstances, comme Ba Jin, Mao Dun, Ding Ling, Ai Qing... qui furent emprisonnés, déportés, privés de leur travail..., nous ne pouvons admettre les manipulations auxquelles se livrent les Beja, Zafanoli et consorts...

Ces nouvelles qui perpétuent la tradition de la littérature chinoise liée à la réalité sociale, ont été publiées en Chine où elles ont eu un rôle important. Le reportage de Liu Binyan a dé-

voilé une vaste affaire de corruption impliquant des cadres locaux du PCC; dans « *La mutation* » un ouvrier-étudiant de Shanghai décrit l'arbitraire dont il fut victime.

Mais les auteurs de ces nouvelles ne sont pas des dissidents. Cette littérature qui aborde les problèmes de la vie quotidienne (inégalités, injustices, chômage) se développe aujourd'hui, dans la Chine socialiste. Les Editions de Pékin en langue française ont publié récemment plusieurs ouvrages qui témoignent de la richesse et du courage de ce courant : « *Six femmes écrivains* » dans lequel Ding Ling relate sa captivité; « *Le Papillon* » de Wang Meng dont une des nouvelles a pour sujet l'histoire d'un couple de jeunes gens surpris par la pluie et n'ayant pas d'appartement car ils ne sont pas mariés, qui se réfugient dans l'escalier d'un immeuble où ils auront à faire face à l'hostilité des habitants.

Les propos du poète Ai Qing peuvent fournir la conclusion de cet article : « *On essaie de brouiller les cartes en faisant passer certains poètes et écrivains chinois pour des dissidents et des contestataires. Bien sûr des différences existent au niveau de la compréhension plus ou moins profonde, par les artistes et les intellectuels, de la conception marxiste-léniniste du monde. Et ces différences se répercutent dans leurs œuvres. Mais j'affirme que nous partageons tous le même idéal et que nous nous dirigeons tous vers le même but : le communisme.* »

Robert VALLOT

La vie aux mille couleurs

Ouvrier dans une usine de Tianjin, Jiang Zilang est aussi écrivain, peut-être devrait-on dire : écrivain. Jiang Zilang est aussi ouvrier. Certaines de ses nouvelles ont eu un grand retentissement en Chine.

Suzanne Bernard, dans la préface à « *La vie aux mille couleurs* » relate un de ses entretiens avec lui :

« (...) L'usine, c'est une grande famille. J'ai d'abord commencé à écrire sur les ouvriers. Puis j'ai compris qu'il fallait aussi parler des contremaîtres, des chefs d'atelier, des membres du comité de l'usine, des directeurs... jusqu'au vice-ministre de l'Industrie. (...) Beaucoup de gens se retrouvent dans mes personnages ou les identifient à des personnes réelles de leur entourage. Au fond, c'est normal : en écrivant je me base sur des expériences vécues, sur la vie.

« (...) Je ne crois pas que la littérature puisse changer la politique, mais elle peut exercer une influence sur ceux qui appliquent la politique. Et c'est très important. Dans certains cas, les dirigeants peuvent s'améliorer et les masses disposent de critères de valeur. (...) On se base sur tel ou tel exemple pour demander des améliorations, des changements. N'oubliez pas que des cadres moyens travaillent directement sous le contrôle de l'opinion publique. C'est dans cette mesure, je crois, que la littérature peut exercer une influence. (...) »

LIVRES

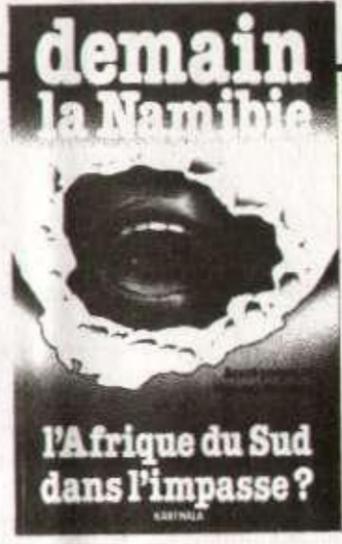


L'apartheid et la société internationale (John Bosco Adotevi) — Nouvelles Editions Africaines



Les bandits de l'Atlas (Azzéline Bouneaur): roman, en Algérie au plus fort de l'oppression coloniale — Gallimard — 59,00 F.

CONTRE L'OPPRESSION



demain la Namibie : l'Afrique du Sud dans l'impasse, avant-propos de Menotti Bottazzi, secrétaire général du CCFD — Karthala — 84,00 F.



Le Kampuchéa : Viet-Nam-Cambodge, guerres et indépendance (Catherine Quiminal) — étude préfacée par Samir Amin — Anthropos — 80,00 F.



Revue d'Études palestiniennes n°8, été 83 : Palestiniens en Israël; Israël, état confessionnel?; la guerre du Liban et les médias français; l'invasion du Liban et la situation sanitaire des Palestiniens, etc. — 40,00 F



Le chant des fusillés (Nadine Nyangoma) : chant pour une Afrique nouvelle en Guinée-Bissau — Les Nouvelles Editions africaines — 58,00 F

Océan Indien, le nouveau cœur du monde (Philippe Leymarie) : étude sur l'une des régions-enjeux entre les puissances impérialistes — Karthala — 75,00 F



Nicaragua : la difficulté d'être libre (Alain Gandolfi) — étude — Karthala — 68,00 F

Abel Rodriguez et des frères (Ana Vasquez) : le Chili sous le talon de fer — Des femmes — 88,00 F

En vente — y compris par correspondance — à la librairie :
Les herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 PARIS



PARLONS - ENSEMBLE

Le Tiers Monde est le plus souvent absent des débats du mouvement ouvrier et populaire de notre pays sur la crise et son issue. Regroupant près des trois quarts des habitants de la planète, il est pourtant au cœur de l'internationalisation et du redéploiement impérialistes dans la crise, comme des différentes perspectives d'issue, tant celles qui reposent sur une perpétuation du système impérialiste que celles qui s'insèrent dans le cadre de la lutte pour un nouvel ordre économique international, de la rupture avec l'impérialisme.

C'est de cette situation et de ces perspectives que parlent ensemble François Partant, qui a travaillé de nombreuses années dans plusieurs pays du Tiers Monde et qui, après avoir publié « La guérilla économique » (Le Seuil), « Que la crise s'aggrave » (Solin), vient de faire paraître « La fin du développement, naissance d'une alternative ? » (La Découverte — Maspéro), Gus Massiah, président du Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM) et Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML. La discussion contradictoire engagée ici, demande à être poursuivie et approfondie avec toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire qui recherchent une issue à la crise dans le sens des intérêts des travailleurs de notre pays comme des peuples du Tiers Monde.

...du Tiers Monde...



Gus MASSIAH

La simultanéité de Williamsburg et de la CNUCED est intéressante. Elle démontre une chose : aujourd'hui le problème principal est la contradiction Nord-Sud. La mise en avant du conflit Est-Ouest sert notamment à faire oublier la contradiction principale. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de contradiction Est-Ouest, de conflits, de risques de guerre. Mais ces risques de guerre sont utilisés pour déplacer le débat afin de contrer la revendication d'ensemble du Sud qui est une revendication de reconnaissance politique.

La confrontation Nord-Sud est une bataille politique. C'est la demande de l'ensemble des peuples et pays d'être reconnus comme acteurs sur la scène internationale et de faire reconnaître que la domination est un thème politique majeur. La réponse continue du Nord, Est comme Ouest, est de refuser cette reconnaissance, l'Est en disant que ce n'est pas son problème, mais celui de l'Ouest. La première manière des pays dominants de répondre aux revendications des pays dominés est de nier leur caractère politique pour en faire un problème technique qui pourrait être résolu par des manipulations monétaires ou autres, alors qu'on voit bien que ce n'est pas vrai, que cela ne peut se résoudre qu'au niveau d'une confrontation extrêmement dure.



Pierre BAUBY

Il y a quelques jours se tenait à Williamsburg le sommet des sept principaux pays impérialistes occidentaux. Il n'en est pas sorti grand chose. Le communiqué commun sur les problèmes économiques parle vaguement d'une éventuelle conférence monétaire internationale, d'une baisse des taux d'intérêt américains, d'une augmentation de l'aide au Tiers Monde. Malgré ces promesses, l'augmentation du dollar s'est poursuivie. Quelques jours après s'ouvrait à Belgrade la 6^e Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, réunissant tous les pays du monde, avec à son ordre du jour la situation économique, monétaire et financière internationale. Le moment est donc opportun pour faire le point sur la situation du Tiers Monde et son évolution récente.



François PARTANT

Le problème de l'insolvabilité du Tiers Monde est devenu totalement insoluble. Le contexte mondial est en effet très différent de celui qui existait dans les années 29-30 : avec l'effondrement des empires coloniaux, il y a eu création de nombreux Etats qui ont chacun leur monnaie. Une monnaie sans valeur comme moyen de paiement international. Cela limite les possibilités d'échange entre les pays industrialisés et sous-développés dont les économies sont complémentaires. L'exploitation du Tiers Monde par l'échange aboutit à une situation invraisemblable. Le Tiers Monde ne peut pas exporter suffisamment pour payer ses dettes. Quant à nous, nous ne pouvons pas importer massivement. Mais nous sommes obligés de continuer à exporter. Ainsi, la France exporte à crédit pour redresser sa balance commerciale, quitte à emprunter à son tour sur les marchés financiers internationaux. On prépare un krach financier international de façon méthodique.



De sommet en sommet, des pays industrialisés, on arrive à une unification sur la priorité donnée aux rapports Est-Ouest sur tous les autres problèmes. Même des proclamations comme celles du gouvernement français sur le Tiers Monde il y a un ou deux ans apparaissent aujourd'hui incongrues. A Williamsburg, il y a eu réaffirmation politique de l'hégémonie. Les contradictions Etats-Unis-Europe-Japon sont de fait maintenant réintégrées dans un cadre politique d'ensemble où la France apparaît isolée, si jamais elle avait voulu faire quelque chose.

Pierre BAUBY

Je veux d'abord revenir sur les contradictions Est-Ouest et Nord-Sud. S'il y a bien souvent sous-estimation tant dans les sommets comme celui de Williamsburg que dans la plupart des débats du mouvement ouvrier dans notre pays, de la confrontation Nord-Sud, du problème du sous-développement, il ne faudrait pas oublier la réalité de la rivalité croissante des deux superpuissances impérialistes USA et URSS, pour l'hégémonie mondiale, rivalité qui se manifeste partout dans le monde et qui s'accompagne d'une augmentation des risques de guerre.

Cela dit, il y a eu ces dernières années une aggravation considérable de la situation du Tiers Monde. On a souvent tendance à présenter les rapports Nord-Sud comme bloqués ou stables. Il n'en est rien. Dans la préparation de la CNUCED, les 125 pays du Tiers Monde regroupés au sein du «groupe des 77» ont souligné qu'en 1981 et 1982 ils ont enregistré une perte de 200 milliards de dollars de devises à la suite :

- 1) de la diminution de leurs recettes d'exportation, qui tient à la fois à la réduction des quantités importées par les pays développés et à la chute des cours des matières premières;
- 2) de la charge croissante de leur dette qui atteint aujourd'hui 700 milliards de dollars alors qu'elle était estimée en 1982 à 600 milliards de dollars, la hausse des taux d'intérêt et du dollar aggravant encore la situation;
- 3) de la baisse des prêts des banques privées comme de la stagnation de l'aide publique au développement.

La responsabilité d'une telle situation revient aux pays impérialistes qui veulent faire supporter aux pays du Tiers Monde le poids de leur crise, le redéploiement de leurs capitaux, en parti-

culier à l'impérialisme américain et à sa contre-offensive que traduit la politique de Reagan.

François PARTANT

La situation du Tiers Monde tient aussi à ses choix économiques. La plupart des pays ont voulu importer les moyens d'un développement identique au nôtre alors qu'il est possible de concevoir autrement leur organisation économique. Les dirigeants du Tiers Monde ont une

que les Etats développés prendraient à leur charge les dettes. Mais ils ne le peuvent pas. La France est déjà très endettée, et elle n'est pas seule à l'être. En fait, les responsables du monde agissent dans un contexte qu'ils ne comprennent pas.

Gus MASSIAH

Dans l'analyse de la situation du Tiers Monde, je voudrais mettre en évidence trois évolutions. La première est l'aggravation de la situation humaine dans tous les pays du Tiers Monde ou presque. Même dans les pays où il y a eu des améliorations, des régions entières sont encore plus déprimées: Je pense qu'on va assister à



responsabilité très nette dans la situation de leur pays.

Quand on parle du Tiers Monde, on parle des Etats et des détenteurs du pouvoir d'Etat. Ils ne sont malheureusement pas représentatifs des peuples. Si on demandait à ceux-ci ce qu'ils veulent, ce ne serait pas ce que demandent généralement les chefs d'Etat.

C'est la politique d'armement de Reagan qui provoque le déficit record du budget général américain, les emprunts du Trésor sur les marchés financiers, la hausse du taux d'intérêt aux USA, et donc la montée du dollar. Ce n'est pas la volonté de faire payer les autres. Ce sont les capitaux internationaux qui affluent qui payent la politique d'armement américaine, pas les pays du Tiers Monde. C'est beaucoup plus embarrassant pour nous et pour le système bancaire occidental. Certains pays du Tiers Monde menacent de se déclarer en état de cessation de paiement. Que se passerait-il alors? On dit

une accélération des famines, notamment dans les zones urbaines, compte-tenu de l'évolution dramatique de l'urbanisation. La cause principale de cette dégradation est une accélération très rapide de l'internationalisation économique que la plupart des pays ont jouée consciemment ou non, mais souvent consciemment.

La seconde évolution nous pose des problèmes à la fois théoriques et politiques. Il s'agit de la nouvelle contradiction créée par le développement des nouveaux pays industriels. Celui-ci s'est traduit par le développement du mode de production capitaliste dans certains pays, zones ou enclaves. Mais aujourd'hui, la situation n'est pas maîtrisée. Elle débouche sur une contradiction plus importante sur le plan monétaire et pourrait aussi déboucher sur le plan commercial. Sur le plan politique, cela s'accompagne d'un développement incontrôlé des mouvements populistes, avec une montée de l'irrationnel.

Or, nous avons vécu longtemps avec l'idée qu'il n'y a pas de développement capitaliste possible tant qu'il y a domination et que seul le socialisme résoudrait ce problème. On a eu tort: il y a eu des formes de développement capitaliste. Même si elles sont bloquées et se traduisent par des contradictions supérieures, nous avons trop vécu sur une idée complètement schématique et dogmatique d'un socialisme inéluctable alors qu'il ne peut être que le résultat de luttes conscientes et organisées. Nous parlions de révolution nationale démocratique et populaire reposant sur l'idée que l'impossibilité de développement dans le cadre du système international amènerait les bourgeoisies nationales à se rallier. Manifestement aujourd'hui la contradiction ne passe plus entre bourgeoisies nationales et bourgeoisies compradore. Il y a des bourgeoisies locales ayant à la fois des intérêts locaux et des intérêts liés au système international.

Cela amène la troisième évolution qui apparaît bien à la CNUCED. Dans les pays du Tiers Monde, la forme d'organisation politique qui est apparue est le non-alignement, le mouvement des non-alignés. Ce mouvement pose deux problèmes: il s'agit d'un mouvement d'Etats et il se situe de manière floue du point de vue idéologique et politique. Le fait qu'il s'agisse d'un mouvement d'Etats ne veut pas dire qu'il ne présente aucun intérêt. Si les peuples pouvaient parler, ils diraient sans doute autre chose. Mais c'est vrai aussi que les peuples se donnent ou supportent des Etats qui correspondent à une situation concrète. Ces Etats sont représentatifs de certains intérêts au niveau des peuples. Cela fait que la nature du non-alignement ne ressort pas de l'existence du mouvement des non-alignés. Il ressort du type d'affrontements qu'il y a entre les peuples et les Etats et entre les Etats dominés et les pays dominants. A certains moments, le mouvement des non-alignés était porteur de revendications progressistes dans la mesure où les Etats étaient obligés de répondre à leur compte des revendications populaires, pour les dévier probablement, mais ils le faisaient. Il en fut ainsi dans la bataille pour le contrôle des ressources naturelles. Aujourd'hui, cela reste encore valable, quoique de façon plus complexe. Dans l'affrontement Nord-Sud, c'est-à-dire dans le refus par les pays du Nord de reconnaître la revendication politique des pays du Sud, il y a des formes de contradic-

tion qui font que le mouvement des non-alignés présente des éléments intéressants. Mais, en même temps, il n'est pas porteur d'une alternative. On le voit par exemple à la CNUCED, il y a tout un tas de revendications qui vont dans le sens d'une accélération de l'internationalisation et non d'une remise en cause des formes du développement, de la nécessité de partir des aspirations populaires.

Pierre BAUBY

Si je crois que tu as raison de dire qu'il y a eu tendance à idéaliser le Tiers Monde et son expression politique principale, le mouvement des non-alignés, à considérer que l'impérialisme était condamné, à considérer le socialisme comme inéluctable, à nier les contradictions internes au Tiers Monde et les contradictions de classe à l'intérieur des pays, il ne faudrait pas sous-estimer le rôle progressiste du Tiers Monde et du mouvement des non-alignés, même aujourd'hui.

C'est la seule force collective face à l'impérialisme. Quand on examine les conclusions du récent sommet de New-Delhi, on voit clairement l'orientation anti-impérialiste du mouvement, la formidable avancée que cela représente en l'espace de quelques décennies. C'est aussi une force décisive pour la défense de la paix mondiale, pour la solidarité avec les peuples en lutte. Les revendications du Tiers Monde à la CNUCED, tant pour des négociations globales pour un nouvel ordre économique international, que les pays impérialistes, et en premier lieu les Etats-Unis, continuent de refuser, que les mesures d'urgence qu'ils exigent ont un contenu anti-impérialiste bien concret. On peut parler de la remise en cause des règles de «conditionnalité» des prêts du FMI, qui reviennent toujours à exiger des mesures d'austérité dans chaque pays bénéficiaire; de la mise en œuvre accélérée du programme intégré des matières premières et du Fonds commun pour permettre de moins grandes fluctuations des cours des matières premières; du démantèlement des mesures protectionnistes prises par les pays développés à l'encontre des productions des pays en voie de développement et de l'ouverture de leurs marchés par les pays de l'Est aux produits manufacturés et semi-manufacturés du Sud. On peut aussi parler du développement de la coopération entre pays en voie de développement, les rapports Sud-Sud, afin de contribuer à stimuler les négocia-

tions Nord-Sud et à remettre en cause l'ordre économique actuel.

François PARTANT

Je crois que les problèmes politiques se posent en des termes un peu différents. Depuis 25 ans, on a essayé de justifier notre position de pays industrialisés en disant que nous étions sur une voie de développement ouverte à tous. Tous les pays pouvaient aussi se développer car il n'y a pas de lien de causalité entre l'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres. Puis l'équipement du Tiers Monde a été très favorable à notre croissance.

Or, on arrive aujourd'hui à des impossibilités. On a essayé de combattre un déséquilibre fondamental des activités productives à l'échelle mondiale et on a créé un autre type de déséquilibre à l'intérieur de chaque pays. En réalité, l'outil hypercapitaliste permet une productivité du travail insupportablement élevée par rapport à la force de travail disponible. Le monopole des activités productives à l'échelle mondiale s'est transformé en un nouveau partage des activités productives avec une meilleure répartition du chômage. Dans le Tiers Monde, les transferts de technologie ont permis l'amélioration du niveau de vie d'une fraction de la population mais au détriment des majorités. Comment faire la liaison entre tous ceux qui sont marginalisés à l'intérieur de chaque pays?

Gus MASSIAH

La situation politique en France me frappe. Barre était porteur, et la droite le reste, d'une proposition qui consiste à dire que pour sortir de la crise il faut arriver à remporter une victoire claire, définitive sur les classes ouvrières et sur le Tiers Monde. Malheureusement, on a l'impression que la gauche est souvent porteuse d'un projet qui consiste à dire: «non, pas la classe ouvrière, seulement le Tiers Monde», même si c'est inconscient. Même, parmi ceux qui se situent dans l'alternative de gauche à la gauche, certains considèrent que le problème Nord-Sud est secondaire par rapport à ce qui se passe en France, parce qu'il y a urgence, qu'il faut reconstruire notre appareil industriel, maintenir le niveau de vie en France. A partir de ce moment-là, je ne vois pas comment on peut construire une base sociale. Un

projet politique ne se construit pas intellectuellement mais à partir de mouvements sociaux et de classes sociales et je ne vois pas comment on peut éviter la construction sur une base internationale de la réponse à cette forme de développement actuelle.

Pierre BAUBY

Il y a effectivement un absent du débat politique en France, dans le mouvement ouvrier, c'est le Tiers Monde. On l'a bien vu à l'occasion des nationalisations. Rares ont été ceux à aborder le fait qu'il s'agissait des principales multinationales françaises, des fers de lance de l'impérialisme français. La France est, et reste, un pays impérialiste, ce qui a des conséquences pourtant bien concrètes sur les forces productives comme sur les rapports de production, même si bien peu en parlent.

Le débat sur le socialisme doit prendre en compte cet aspect décisif de la réalité. On ne peut le concevoir qu'en rupture avec l'impérialisme et cela a des conséquences dès aujourd'hui quant à la définition de la cible, des objectifs, des alliances de classes. Les peuples du Tiers Monde comme les travailleurs de notre pays sont victimes du même système impérialiste, ont des intérêts convergents. Il y a là tout un champ de perspectives encore bien peu exploré.

François PARTANT

Il paraît possible à certains d'avoir une politique « nationale », donc en quelque sorte indépendante de ce qui se passe ailleurs. C'est délirant. Que veut dire par exemple réindustrialiser la France? Les Etats-Unis sont plus industrialisés que nous et ont autant de problèmes que nous. Première puissance agricole, leur agriculture est confrontée à des difficultés de plus en plus grandes.

Gus MASSIAH

Nous sommes dans une situation de crise, d'accélération de la crise. Le problème fondamental est celui de l'articulation entre la bataille politique et la bataille idéologique. Celle-ci est considérée par beaucoup comme secondaire. Comme il y a internationalisation, redéploiement, restructuration, blocage des rapports so-

ciaux, risques de guerre, il y a des accélérations qu'on ne maîtrise pas, il peut y avoir des retournements très rapides, des défaites sont possibles mais de grands succès aussi.

Aujourd'hui, tout le monde considère que la situation est bloquée. Mais elle peut se débloquent vite. La forme de déblocage dépendra de la bataille idéologique. Si on se situe continuellement sur le terrain de la droite en considérant qu'il faut faire des concessions sur le plan idéologique et tenir politiquement, voire électoralement, c'est là qu'on prépare des défaites considérables alors qu'il faut construire un projet alternatif qui soit un vrai projet de sortie de crise vers quelque chose de nouveau.

D'où la question : le capitalisme a-t-il des réserves? Peut-il s'en sortir par des solutions de type fasciste ou, comme en 1929, par le développement de rapports sociaux de production capitalistes de type un peu nouveau ou un peu amélioré? Je pense qu'il a des réserves. Cela ne veut pas dire que la situation sera meilleure après. Cela va accroître les contradictions et les inégalités. Mais il n'y a pas de fatalisme à la disparition du capitalisme.

François PARTANT

Je ne suis pas d'accord. Je crois que c'est un mode de production et d'échange qui est condamné. Les régimes vont se renforcer, vont devenir fascistes, cela me paraît à peu près inéluctable. Mais ce n'est pas un moyen de sortie de la crise. Par exemple, il n'y a pas de solution au problème de l'endettement.

Gus MASSIAH

Il n'y a pas de solution à ce problème dans le cadre du système tel qu'il existe et si on essaie de le résoudre uniquement sur le plan économique. Mais il y a deux solutions possibles sur le plan politique. Les formes de développement capitaliste ont touché les pays les plus peuplés (Nigeria, Inde, Mexique). Dans chaque continent, il y a des pays qui sont déstabilisés par leur développement même. Les formes Etats-nations peuvent se désagréger. Le problème de l'endettement, et c'est en cela que c'est un problème politique majeur, démontre que les pays qui pensaient qu'il suffirait d'avoir un développement de type capitaliste doivent revenir sur leurs illusions.

A partir de là, ou bien ces pays remettent en cause le système international et tout redevient ouvert. Y compris en France, cela libèrera des complexes frileux du type on ne peut rien faire, essayons d'être dans le groupe de tête puisque rien d'autre n'est possible. Ou bien il y aura victoire politique, à la fois des pays dominants sur les Etats des pays dominés et des Etats des pays dominés sur leurs peuples, ce qui passe par des formes d'une violence extrême : guerres, génocides, famines. Alors un moratoire peut être décidé. Les pays font payer leurs dettes à très long terme par le contrôle du redéploiement industriel. A ce moment-là, la gestion sociale de la crise interviendrait-elle par des pays fascistes ou sociaux-démocrates? Quel sera le degré d'intégration d'une partie de la classe ouvrière dans la gestion sociale de cette crise des pays impérialistes? Cela donne, en tout cas, une possibilité au capitalisme de casser net les possibilités de sortie du système.

François PARTANT

La première hypothèse est envisageable. La désagrégation économique et la décomposition sociale amèneront peut-être une réaction de ce type, à condition d'y travailler. Mais je ne vois pas très bien ce que des guerres pourraient changer au contexte économique. Un moratoire, c'est bien beau, mais pour que les créances qui sont à l'actif de nos banques soient prises en charge par les Etats, ceux-ci devraient s'endetter de façon prodigieuse.

Pierre BAUBY

Le système impérialiste a déjà souvent montré ses fantastiques capacités d'adaptation, ses ressorts, ses possibilités de redéploiement. Il ne faut pas trop vite l'enterrer. En même temps que la crise, il y a un redéploiement impérialiste qui se développe, même si cela crée de nouvelles contradictions, de plus en plus difficilement surmontables. Mais le socialisme, la rupture avec l'impérialisme, n'ont rien d'inéluctable. Ils impliquent à la fois de mener des combats concrets quotidiens, de rassembler les forces anti-impérialistes et d'approfondir le but et la voie d'un socialisme véritablement solidaire du Tiers Monde.

NOUS ETIONS TOUS DES NOMS D'ARBRES

d'Armand Gatti

Nous étions tous des noms d'arbres n'est pas un film militant, je veux dire du genre qui assène des vérités de façon abrupte sans s'attacher aux images. Il y a le monde, sa réalité, et la façon de le dire, de la montrer, ça a son importance. Ces noms d'arbres, c'est une création, une œuvre prenante sur une réalité tragique; un tragique souligné par le charme, la poésie de la langue galloise que l'on voudrait assassiner. L'Irlande, Derry, qui signifie littéralement « forêt de petits chênes », est devenue Londonderry. Tout un symbole : l'oppression séculaire de l'Union Jack sur la verte Irlande... Ces noms d'arbres, ce pourraient être Bobby Sands, Raymond McCreech, Patsy O'Hara... assassinés par Thatcher. A l'heure où la dame, dite de « fer », se grise de son succès aux dernières élections... Gatti vient nous rappeler ceux qui sont morts et ceux qui vivent pour l'Irlande.



Comme pour *Le roi des singes*, on trouvera ce film dans un seul cinéma à Paris : *Le Marais*. Et on n'est pas bousculé par la foule à l'entrée... Y'aurait comme un bémol au royaume culturel français...

LE ROI DES SINGES

de Wan Lai Ming

Un Wu Kong, le roi des singes contre le palais céleste ou les démolés d'un singe roublard face à un empereur paresseux et mal conseillé par une cour de flatteurs. La lutte de l'intelligence et de l'agilité contre la lourdeur et la bêtise d'un pouvoir établi... dans le domaine de la légende et de l'imaginaire, peut-être, mais ô combien proche de celui des hommes.

Réalisé, en deux temps, de 1961 à 1965... à la veille de la Révolution culturelle... *Le roi des singes* est sur nos écrans, presque 20 ans après, officiellement (enfin presque). Une diffusion quasi confidentielle; à Paris, un seul cinéma, *Le Marais* (4e), l'a encore à l'affiche (pour combien de temps?). Drôle de promotion! *Le Roi des singes*, il est vrai, n'est pas une production Walt Disney...

Claude DHALLUIN

MUSIQUE

Scott JOPLIN :

A la lisière de la musique classique et du jazz



Scott Joplin (1868-1917), voilà un nom qui ne vous dit peut-être rien. Pourtant nombre de ses compositions sont très connues, telles que « *The Entertainer* » qui a été reprise comme musique de film, ou le « *Maple Leaf Rag* » repris par de nombreux jazzmen dont le dernier en date est, à ma connaissance, Archie Shepp. Ces compositions sont des ragtimes, c'est

à dire une forme musicale dont la mélodie est très soignée et le rythme fortement syncopé. On peut considérer que cette forme a donné naissance au jazz instrumental en faisant passer du rang de musique folklorique au rang de musique universelle que nous connaissons. La découverte de cet aspect premier du jazz, outre l'agrément qu'il procure, infirme l'idée selon laquelle celui-ci se caractérise par l'improvisation. En fait, cette tendance là n'est issue que de l'un des courants fondateurs qu'est le blues.

Mais le principal intérêt que présente la connaissance de Scott Joplin est d'avoir été l'un des tout premiers musiciens noirs américains à avoir acquis une culture « classique ». Sa démarche n'a alors pas été celle d'une intégration tant musicale que personnelle dans la société raciste texane de son époque, au contraire elle a consisté à mettre ses connaissances au service de ses frères de couleur. Cette démarche fut couronnée de succès par l'audience de ses ragtimes, mais ce fut un échec par l'opéra classique noir « *Tree-Monisha* » qu'il éditait en 1913, bien avant le « *Porgy and Bess* » de G. Gershwin, et

dont le sujet est centré sur la vie des Noirs américains à peine sortis de l'esclavage. Ce thème est en lui-même très éloigné de tous les opéras classiques que nous pouvons connaître, et ce n'est pas là son seul intérêt. En effet l'intrigue qui y est développée est la lutte contre l'obscurantisme et les superstitions, obstacles à l'émancipation de tout un peuple; un autre thème y est abordé, celui de l'émancipation de la femme dans le cadre de cette lutte de toute une société; en particulier lorsque se pose le problème de la direction du mouvement, c'est une femme (*Tree-Monisha*) qui est plébiscitée.

Cet opéra, écrit en 1913, n'a été mis en scène qu'en 1972. Sans doute a-t-on jugé qu'à cette date il ne présentait plus qu'un intérêt anecdotique. C'est sans doute vrai. Il reste le fait que Scott Joplin fut un novateur à plus d'un titre et il serait souhaitable qu'en France l'opéra « *Tree-Monisha* » ne soit pas connu qu'au niveau du disque. Il serait temps que dans les festivals d'été, on trouve autre chose que le très beau mais très limité « *Così fan tutte* ».

Serge SENEZ

PAIX et DESARMEMENT



L'humour est une arme redoutable au service du combat contre la guerre et contre la mort. A preuve ces dessins venus de Grande-Bretagne, publiés dans un recueil « War Heads » qui rassemble bandes dessinées et caricatures contre la course aux armements, contre les deux superpuissances et contre la guerre nucléaire. L'une d'entre elles esquisse l'espoir que les peuples mettent au pilon toutes les armes. Tel est l'objectif final qui nous anime, dans notre action pour la défense de la paix, aux côtés de millions et de millions d'hommes et de femmes qui aspirent à la paix. Nous étions à la Fête de la Paix, le 19 juin, à Vincennes, expliquant pourquoi nous militons pour le désarmement simultané et contrôlé des deux superpuissances USA et URSS, pourquoi nous associons la non-installation des Pershing et le démantèlement des SS20, pourquoi nous sommes pour la dissolution des deux blocs. Nous serons, les 6 et 7 août, au Larzac et le 23 octobre à Paris et dans les autres villes de France pour défendre la même cause, celle de la paix.